

## Chambre des Représentants

## Kamer der Volksvertegenwoordigers

17 OCTOBRE 1946.

17 OCTOBER 1946.

### BUDGET

du Ministère de la Justice  
pour l'exercice 1946.

### BEGROOTING

van het Ministerie van Justitie  
voor het dienstjaar 1946.

### RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DE LA JUSTICE (1)

PAR M. LAMBOTTE.

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE  
VOOR DE JUSTITIE (1) UITGEBRACHT

DOOR DEN HEER LAMBOTTE.

MESDAMES, MESSIEURS,

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

Votre Commission a repoussé le budget de 1946 par huit voix contre cinq.

Ce rejet a entraîné la désignation d'un rapporteur de l'opposition.

Le présent rapport se divise en deux parties nettement distinctes.

La première sera consacrée aux questions qui ont été traitées par votre Commission, au cours de la discussion qui s'est instaurée lors de l'examen du budget de 1946.

La seconde partie reflètera les opinions personnelles du rapporteur sur différents problèmes d'actualité.

Uw Commissie heeft de begrooting van 1946 met acht stemmen tegen vijf verworpen.

Tengevolge daarvan werd een verslaggever uit de oppositie aangeduid.

Dit verslag is in twee duidelijk onderscheiden deelen verdeeld.

Het eerste deel is gewijd aan de vraagstukken die door uw Commissie behandeld werden tijdens de bespreking ter gelegenheid van het onderzoek van de begrooting van 1946.

Het tweede deel geeft de persoonlijke meeningen van den verslaggever weer over verschillende actuele problemen.

(1) Composition de la Commission de la Justice : MM. Joris, président; Carton de Wiart, Charloteaux, Charpentier, De Rie-maecker-Legot (M<sup>me</sup>), du Bus de Warnaffe, Héger, Lambotte Maes, Oblin, Philippart. — Bohy, Collard, Craeybeekx, Gruselin, Hossey, Somerhausen, Soudan, Vranckx. — Demany, Jacquemotte. — Janssens (Charles).

Voir :

4<sup>v</sup> 1946 : Budget.

(1) Samenstelling van de Commissie voor de Justitie : de heeren Joris, voorzitter; Carton de Wiart, Charloteaux, Charpentier, De Rie-maecker-Legot (Mevr.), du Bus de Warnaffe, Héger, Lambotte, Maes, Oblin, Philippart. — Bohy, Collard, Craeybeekx, Gruselin, Hossey, Somerhausen, Soudan, Vranckx. — Demany, Jacquemotte. — Janssens (Charles).

Zie :

4<sup>v</sup> 1946 : Begrooting.

## PREMIERE PARTIE.

## CHAPITRE PREMIER.

## La Magistrature.

§ 1. — *Son recrutement.*

Consignant ses conclusions, au sujet du problème du recrutement des magistrats, « le Centre d'Etudes pour la Réforme de l'Etat » s'exprime ainsi :

« Les qualités requises chez le magistrat traduisent les nombreuses exigences des fonctions importantes qu'il remplit, et du rôle spécial qu'il assume.

Le droit qui régit les relations entre les individus est une des voies par laquelle se réalise la réforme sociale. Le magistrat doit être pénétré de celle-ci au point que ses actes ne puissent jamais le mettre en contradiction avec elle, même là où la loi positive n'intervient pas pour la sanctionner.

L'œuvre de justice doit être essentiellement étrangère à toute contingence personnelle. Elle exige de multiples qualités de caractère : une fermeté constante vis-à-vis des sollicitations de toute nature ; une indépendance absolue à l'égard de tout pouvoir et de toute puissance ; de la décision, c'est-à-dire la volonté de retrouver à chaque problème, si complexe soit-il, sa solution pour l'imposer sans vainement temporiser. Le sens de la mesure, celui des relations et de l'équilibre, qui est l'âme du droit.

La multiplicité et la complexité des rapports sociaux accroissent d'une manière constante les recours au juge, qui doit, sous peine de faillir à sa tâche, résoudre des difficultés toujours nouvelles.

Le goût du travail est indispensable pour accomplir, comme il se doit, cet effort sans relâche.

Le magistrat doit avoir de la clarté d'esprit. Il doit, à côté de la connaissance approfondie du droit, perfectionner sans cesse ses connaissances, dans les domaines les plus divers. Il ne doit pas reléguer à l'arrière-plan le développement de sa culture générale.

Le magistrat doit avoir, des choses et des gens, une grande expérience.

C'est là le résultat de la confrontation constante de la science avec les problèmes de la vie. Le profit n'en est acquis qu'à l'esprit ouvert et perspicace que favorisent le goût de la méthode et le don d'observation. »

Excellente synthèse des qualités essentielles dont la possession peut, seule, assurer au magistrat l'autorité indis-

## EERSTE DEEL.

## EERSTE HOOFDSTUK.

## De Magistratuur.

§ 1. — *Recruteering.*

In zijn besluiten nopens het vraagstuk van de recruteering der magistraten drukt het « Studiecentrum tot Hervorming van den Staat » zich uit als volgt :

« De eigenschappen die van den magistraat worden geëischt beantwoorden aan de talrijke vereischten in de belangrijke functiën welke hij waarneemt en aan de eervolle sociale taak welke hij vervult.

Het recht, dat de betrekkingen tusschen de individuen beheerscht, is een van de middelen waardoor de maatschappelijke moraal verwezenlijkt wordt. De magistraat moet zoozeer doordrongen zijn van die moraal, dat zijn daden hem nooit met haar in tegenspraak kunnen brengen, zelfs daar, waar de positieve wet niet met een sanctie optreedt.

De dienst van het recht moet essentieel vreemd zijn aan elke persoonlijke toevalligheid. Hij eischt veelvuldige karaktereigenschappen : een onverzwakte standvastigheid tegenover de aanzoekers van gelijk welken aard ; een volkomen onafhankelijkheid tegenover elke macht en elk gezag ; de vastberadenheid, dit wil zeggen de wil om voor elk probleem, het weze nog zoo ingewikkeld, de gepaste oplossing te vinden, om deze op te dringen zonder nutteloos dralen ; het gevoel voor de maat, voor het onderling verband van de zaken en voor het evenwicht, hetwelk de ziel is van het gerecht.

Tengevolge van de veelvuldigheid en het ingewikkelde van de maatschappelijke betrekkingen wordt met den dag in steeds talrijker gevallen beroep gedaan op den rechter, die, wil hij in zijn taak niet tekort schieten, steeds nieuwe moeilijkheden heeft op te lossen.

Werkzin is vereischt van hem die zich van deze onophoudende krachtsinspanning naar behooren wil kwijten.

De rechter moet een klaren en helderen geest bezitten. Hij moet, benevens de grondige kennis van het recht, zijn kennis zonder ophouden op de meest verschillende gebieden volmaken. Hij mag bij de ontwikkeling van zijn algemeene cultuur niet ten achter staan.

De rechter moet een groote ervaring van menschen en zaken bezitten.

Daartoe komt hij door de voortdurende confrontatie van de wetenschap met de levensverschijnselen. Slechts een open en helderziende geest, daarbij geholpen door zijn voor methode en de gave van observatie, kan zich die wetenschap eigen maken ».

Uitstekende synthese van de hoofdhoedanigheden die, en zij alleen, aan den magistraat het onontbeerlijk gezag

pensable. Autorité qui doit moins venir de sa fonction, qu'il ne doit l'apporter à sa fonction.

Dans l'état actuel de notre législation, la nomination est une prérogative royale (article 99 de la Constitution). En fait, cette prérogative royale n'est-elle pas exercée selon le libre choix du ministre de la Justice?

Et, dès lors, les qualités professionnelles ne sont-elles pas parfois sacrifiées à d'autres considérations, notamment d'ordre politique, qui devraient être exclues de ce domaine?

La seule préoccupation du Ministre de la Justice doit être d'assurer le bon fonctionnement du recrutement de la magistrature par le meilleur choix des candidats.

Je sais que certains disent :

« La justice est la fonction d'un pouvoir qui émane de la nation toute entière, et comme les éléments qui concourent à l'unité de celle-ci constituent des groupements différents, la juridiction ne peut être raisonnablement le monopole de l'un d'eux ».

Mais cela ne signifie nullement que les nominations doivent se faire en fonction d'une répartition proportionnelle, dictée par les opinions des candidats. Car nous inclinons à croire qu'il se trouve des candidats réunissant les qualités essentielles pour être un bon magistrat, dans les divers groupements politiques et philosophiques. C'est donc en raison des titres professionnels des candidats que doivent se décider les nominations, et non de la couleur politique.

Peu importe ce que le candidat croit ou ne croit pas. Pourvu qu'il soit un magistrat de valeur.

La magistrature ne doit pas devenir un corps politique, elle doit rester au-dessus de la mêlée des partis.

Une préoccupation plus particulière de l'opinion des candidats compromettrait le bon renom de la Justice, qui s'impose autant par la confiance qu'elle inspire aux justiciables que par la valeur de ses décisions.

Nous devons nous élever contre certaines pratiques actuelles du Ministère de la Justice qui, si elles devaient se prolonger, aboutiraient à procéder à des nominations inspirées uniquement par la politique.

La loi de surséance à certaines nominations judiciaires du 20 juillet 1926 ne permet pas de nommer aux places de Juges de Paix, qui avaient été considérées comme étant en surnombre par les auteurs du projet de loi relatif à la réduction du personnel des Cours et Tribunaux, déposé par le Gouvernement en 1925.

Un arrêté-loi du 20 septembre 1945 suspend les effets de cette loi de surséance, en ce sens que, jusqu'au jour fixé par arrêté royal pour la remise de l'armée sur pied de paix, le Roi, (lisez le Ministre) peut nommer des juges de paix et les greffiers à ces justices de paix, considérées en surnombre.

La mesure est bonne en soi.

Mais où l'on triche, c'est en procédant aux nominations sans faire connaître au préalable, aux candidats éventuels, le rétablissement de ces Justices de Paix.

kunnen waarborgen. Hij ontleent dit gezag minder aan zijn ambt, dan aan de manier waarop hij dit ambt vervult.

In den huidige stand van onze wetgeving, is de benoeming een Koninklijk voorrecht (art. 99 der Grondwet). Wordt echter, in feite, dit Koninklijk voorrecht niet uitgeoefend volgens de vrije keus van den Minister van Justitie?

En worden dan de beroepseigenschappen soms niet over het hoofd gezien uit andere overwegingen, in 't bijzonder van politieke aard, die op dat gebied geen rol zouden mogen spelen.

De eenige bezorgdheid van den Minister moet zijn de goede werking en recrutering der magistratuur te verzekeren door de keuze van de beste kandidaten. Ik weet dat sommigen zeggen :

« De rechtspraak is de uitoefening van een macht die haar oorsprong vindt in gansch het volk en, zooals de elementen die bijdragen tot de eenheid van dit volk verschillende groepen uitmaken, kan ook de rechtsmacht niet het monopolie zijn van een er van ».

Maar dit beteekent geenszins, dat de benoemingen moeten gebeuren volgens een evenredige verdeling, gesteund op de meening van de kandidaten. Want, wij zijn geneigd te gelooven, dat, in de verschillende politieke of filosofische groepeerings, kandidaten kunnen gevonden worden die de essentiële eigenschappen bezitten om een goed magistraat te zijn. De benoemingen moeten dus gebeuren op grond van de beroepsbekwaamheden der kandidaten, en niet op grond van hun politieke kleur.

Het is van weinig belang, wat de candidaat gelooft of niet gelooft, mits hij een waardevol magistraat weze.

De magistratuur mag geen politiek lichaam worden; zij moet boven alle partijgetuist staan.

Een meer bijzondere bezorgdheid voor de meening van de kandidaten zou den goeden naam van het Gerecht in opspraak brengen, goede naam die noodzakelijk is zoowel voor het vertrouwen die hij aan de rechtsonderhoorigen inboezemt, als voor de waarde zijner beslissingen.

Wij moeten opkomen tegen zekere bij het Ministerie van Justitie in zwang zijnde gebruiken die, indien zij voortduren, zouden leiden tot benoemingen die alleen door de politiek zijn ingegeven.

De wet van 20 Juli 1926 tot schorsing van sommige benoemingen tot rechter, laat niet toe Vrederechters te benoemen in de ambten, die door de stellers van het wetsontwerp tot vermindering van het personeel der hoven en rechtbanken, in 1925 door de Regeering ingediend, als overtalig werden beschouwd.

Een besluitwet van 20 September 1945 schorst de uitwerking van die wet, in dien zin dat, tot op den bij Koninklijk besluit vastgestelden dag, de Koning (lees de Minister) vrederechters en vrederechtsgriffieren, als overtalig aangemerkt, kan benoemen.

Op zichzelf is de maatregel goed.

Maar de oneerlijkheid schuilt in het feit, dat men tot de benoemingen overgaat zonder vooraf, aan de gebeurlijke kandidaten, de wederoprichting van die Vrederechten te doen kennen.

Le public en est averti le jour même où la nomination du nouveau titulaire paraît au *Moniteur*. Ainsi vient-il d'être pourvu à la nomination à une justice de paix, située dans la partie wallonne du pays, d'un titulaire qui, n'ayant pas rempli ses obligations de milice, n'a jamais été mobilisé, ni en 1938 ni en 1939, a eu le bonheur facile de ne pas être prisonnier de guerre et a pu exercer pendant toute l'occupation son activité d'avocat.

En entourant ces rétablissements de juridiction d'une discrétion de mauvais aloi, on élimine injustement des candidats aux titres civiques et patriotiques indiscutables.

Ces pratiques de marché noir doivent cesser.

Le juge à la Justice. Le politique à la politique.  
A chacun son métier...

Depuis quelque temps, divers ministres ont pris l'habitude de choisir leur chef de cabinet ou attachés, au sein de la magistrature.

Nous pensons que s'il peut être utile pour le Ministre de la Justice d'avoir, dans son cabinet, un représentant du pouvoir judiciaire, cette pratique ne peut s'étendre aux autres départements.

L'article 175 de la loi d'organisation judiciaire prescrit une incompatibilité entre les fonctions de l'ordre judiciaire et celles rétribuées de l'ordre administratif, notamment.

Un membre de la magistrature, détaché à un cabinet ministériel, est astreint, avant de prendre ses nouvelles fonctions, à donner sa démission de magistrat.

Mais, en temps de guerre, la loi du 5 mars 1935 permet au Ministre de la Justice de distraire un magistrat de ses fonctions judiciaires pour les déléguer à d'autres.

Grâce au maintien de cette fiction du temps de guerre, les incompatibilités prescrites par la loi d'organisation judiciaire sont lettres mortes.

Il faut mettre fin à cet état de choses extrêmement grave.

N'a-t-on pas vu un juge devenu, par la grâce de la politique, chef de cabinet d'un ministre, en profiter pour se faire nommer substitut du Procureur Général, prêter serment, puis retourner à des fonctions que, par euphémisme, on appelle administratives !

Cet exemple est néfaste. Il porte atteinte au prestige du pouvoir judiciaire, en faisant de certains membres de celui-ci les bénéficiaires de largesses politiques.

Sous le couvert de ce qu'on appelle le « temps de guerre », des abus dangereux se commettent.

Il faut revenir à l'égalité, au respect de la tradition.

Il faut que le judiciaire soit à l'abri de toute action de l'exécutif pouvant compromettre son indépendance.

La nomination, pas plus que l'avancement des magistrats, ne doivent être dictés par des motifs politiques.

Het publiek zelf wordt er van verwittigd den dag, dat de benoeming in het *Staatsblad* verschijnt. Aldus werd zoopas voorzien in de benoeming in een vrederecht, in het Waalsch landsgedeelte, van een titularis die nooit zijn militieplicht heeft vervuld, nooit werd gemoobiliseerd, noch in 1938 noch in 1939, het geluk heeft gehad geen krijgsgevangene te zijn en die, gedurende gansch de bezetting, zijn bedrijvigheid als advocaat heeft uitgeoefend.

Door die wederoprichtingen van rechtsmachten te omringen met een stilte van verdacht allooi, sluit men op onrechtvaardige wijze kandidaten uit die onbetwistbare burgerlijke en vaderlandsche aanspraken kunnen doen gelden.

Er moet een einde worden gemaakt aan die zwarte markt-praktijken.

De rechter bij het gerecht, de politieke in de politiek : schoenmaker blijf bij uw leest.

Sedert enkelen tijd, hebben verschillende Ministers de gewoonte aangenomen hun kabinetsoversten en attachés uit het midden van de magistratuur te kiezen.

Wij zijn van meening, dat het voor den Minister van Justitie misschien nuttig kan zijn, in zijn kabinet, een vertegenwoordiger te hebben van de rechterlijke macht; die handelwijze mag evenwel niet tot de andere departementen worden uitgebreid.

Artikel 175 der wet op de rechterlijke inrichting voorziet een onverenigbaarheid, in 't bijzonder tusschen de ambten van de rechterlijke orde en de bezoldigde ambten van de administratieve macht.

Een lid van de magistratuur, dat bij een ministerieel kabinet is gedetacheerd, is gedwongen, alvorens zijn nieuw ambt te aanvaarden, ontslag als magistraat te nemen.

Det wet van 5 Maart 1935 laat evenwel aan den Minister van Justitie toe, in oorlogstijd, een magistraat aan zijn rechtersambt te onttrekken om hem andere ambten op te dragen.

Dank zij de handhaving van die fictie van den oorlogstijd, blijven de door de wet op de rechterlijke inrichting voorgeschreven onverenigbaarheden doode letter.

Aan dien bijzonder ernstigen toestand dient een einde gemaakt.

Maakte een Rechter, die dank zij de politiek kabinets-overste was geworden van een minister, er geen gebruik van om zich tot substituuat van den Procureur-Generaal te doen benoemen, den eed af te leggen, en dan terug te keeren tot ambtsbezigheden die men, euphemistisch, bestuurlijke ambtsbezigheden noemt !

Dit voorbeeld is verderfelijck. Het schaadt aan het aanzien van de rechterlijke macht, door van sommige zijner leden de bevoorreedden te maken van politieke gunsten.

Onder den dekmantel van wat men pleegt te noemen den « oorlogstijd » worden gevaarlijke misbruiken gepleegd.

Men moet terugkeeren tot de wettelijkheid, tot den eerbied voor de traditie.

De rechterlijke macht dient beveiligd te zijn tegen iedere actie van de uitvoerende macht, die haar onafhankelijkheid in gevaar zou kunnen brengen. De benoeming, evenmin als de bevordering der magistraten, mag niet ingegeven zijn door politieke beweegredenen.

Au contraire, le Ministre doit être attentif aux rapports des procureurs généraux, des premiers présidents, des Cours d'Appel, joints aux dossiers des candidats. La connaissance qu'ils ont des milieux judiciaires, les contacts avec les membres du barreau les mettent en mesure de documenter le Ministre, d'une façon mieux circonstanciée, sur la qualité des candidats à une nomination ou à un avancement.

Peut-être lorsqu'il s'agit de l'accession à la magistrature et non à l'avancement dans les fonctions judiciaires serait-il souhaitable et raisonnable de demander l'avis des bâtonniers ou des conseils de l'ordre.

Pour être mieux assuré que les candidats à la magistrature offrent des garanties indispensables, nous ne pensons pas que le procédé d'examen d'aptitude doive être retenu; un arrêté royal du 20 octobre 1936 soumettait les candidats aux fonctions de juge de paix effectif, de juge effectif aux tribunaux de première instance, de substitut du procureur du roi près ces tribunaux, de référendaire, ou de référendaire adjoint près les tribunaux de commerce, à un examen professionnel. Cet arrêté n'a jamais été appliqué. On s'est rendu rapidement compte que l'examen n'était pas un moyen suffisant pour juger des aptitudes et connaissances réelles d'un candidat. Les titres, grades universitaires, s'ils constituent un témoignage de connaissances étendues, ne sont pas la preuve définitive qu'un candidat réunit les qualités essentielles pour être un bon magistrat.

Ces titres ne doivent pas être négligés. Ils renferment une garantie d'érudition et sont l'indice d'une aptitude à l'étude et au travail.

Mais ce qui doit être retenu davantage, c'est l'âge du candidat et la durée de son activité au barreau, qui lui a permis d'acquérir une expérience judiciaire, ainsi que le stage au parquet. Mais comme le disent les auteurs de la « Réforme de la Procédure » (Centre d'Etudes pour la Réforme de l'Etat), la condition essentielle d'un bon recrutement réside dans le relèvement notable des traitements.

C'est là une question primordiale. La magistrature, il est vrai, est, semble-t-il, dans les cas les plus heureux, une vocation.

C'est sans doute ce qui explique qu'une conception aussi absurde que celle à laquelle répond la rémunération actuelle des magistrats n'ait pas encore donné naissance à des effets funestes.

## § 2. — *Traitement des magistrats.*

M. De Fré, rapporteur d'un projet de loi sur le traitement de l'ordre judiciaire à la Chambre des Représentants, en 1862, s'exprimait en ces termes :

« Faut-il qu'un homme que la nature a doué des qualités requises pour exercer la difficile fonction de juger ses semblables recule devant une pareille mission, parce que le maigre salaire que vous lui donnez ne lui permet pas de vivre, et faut-il que la place qu'il aurait si honorable-

De Minister dient, integendeel, te letten op de verslagen van de procureurs-generaal, van de eerste-voorzitters, van de hoven van beroep, die bij de dossiers van de kandidaten worden gevoegd. Hun kennis van de rechterlijke kringen, hun betrekkingen met de leden van de balie, stellen hen in staat den Minister omstandiger in te lichten over de hoedanigheid van de kandidaten voor een benoeming of een bevordering.

Wanneer het gaat over de opneming in de magistratuur en niet over de bevordering in de rechterlijke ambten, zou het wellicht gewenscht en redelijk zijn het advies te vragen van de stafhouders of de adviseurs der orde.

Wij gelooven niet, dat de bekwaamheidsproef moet weerhouden worden als middel om zich te vergewissen of de candidaat-magistraten de vereischte waarborgen bieden: een Koninklijk besluit van 20 October 1936 onderwierp de kandidaten voor de functies van werkend vrederechter, van werkend rechter bij de rechtbanken van eersten aanleg, van substituut van den procureur des konings bij die rechtbanken, van referendaris of referendaris bij de rechtbanken van koophandel, aan een examen van beroepsbekwaamheid. Dat besluit werd nooit toegepast. Men heeft spoedig ingezien, dat het examen niet volstond om te oordeelen over de werkelijke geschiktheid en kennis van een candidaat. Alhoewel de universitaire titels en graden getuigen van een uitgebreide kennis, leveren zij toch geen afdoend bewijs, dat een candidaat de werkelijke eigenschappen bezit om een goed magistraat te zijn.

Die titels mogen niet onderschat worden. Zij zijn een waarborg van kennis en een teeken van bekwaamheid voor studie en werk.

Er dient echter meer rekening te worden gehouden met den leeftijd van den candidaat en met den duur van zijn bedrijvigheid bij de balie, waardoor hij op rechterlijk gebied ondervinding heeft opgedaan, evenals met zijn proeftijd bij het parket. Maar, zooals de auteurs van de « Hervorming van de Rechtspleging » (Studiecentrum tot hervorming van den Staat) verklaren, ligt de essentieele vereischte voor een degelijke recrueteering in een gevoelige verhooging der wedden.

Dat is een eerste vereischte. De magistratuur is, weliswaar en naar het schijnt, in de meest gunstige gevallen, een roeping.

Dit verklaart ongetwijfeld, dat een ongerijmde opvatting, zooals deze waaraan de huidige bezoldiging der magistraten beantwoordt, nog geen aanleiding heeft gegeven tot noodlottige gevolgen.

## § 2. — *Bezoldiging van de Magistraten.*

De heer De Fré, verslaggever over een wetsontwerp op de bezoldigingen van de leden der rechterlijke orde, in de Kamer der Volksvertegenwoordigers, in 1862, drukte zich uit als volgt :

« Moet een man, dien de natuur begaafd heeft met de vereischte eigenschappen om de moeilijke functie uit te oefenen, over zijn gelijken te oordeelen, voor dergelijke opdracht terugdeinzen, omdat het geringe salaris dat zij hem geeft hem niet toelaat te leven, en mag het gebeuren dat

ment occupée pour le plus grand bien de la société devienne la proie d'un concurrent qui ne l'accepte que parce qu'il a été incapable de se créer une autre carrière ? »

M. Neujean, lors de la discussion d'un projet d'augmentation des traitements des juges d'instruction, en 1878, envisage le même aspect de la question :

« J'estime, disait-il, que les traitements de la magistrature ne sont nullement en rapport avec l'importance du rôle que notre constitution lui assigne. Je crois que l'exiguïté de ces traitements procède d'idées surannées contraires à notre régime constitutionnel qui, parmi tous, appelle aux fonctions les plus capables et les plus dignes. »

En 1892, M. Nothomb, dans le rapport de la Section Centrale de la Chambre, au sujet d'une proposition de loi d'augmentation des traitements judiciaires, disait :

« A moins d'admettre que les fonctions judiciaires doivent devenir l'apanage des gens riches ou aisés, ce qui heurte toujours nos idées, beaucoup de magistrats doivent végéter dans la gêne, dans les tourments de la vie matérielle et les regrets de voir déchoir leur famille. »

Le 8 avril 1914, M. le Sénateur Dubost, lors de la discussion d'un projet de loi sur l'augmentation des traitements judiciaires, revenait à l'assaut en vue de donner à la question, une solution définitive que l'on attendait toujours :

« Les fonctions judiciaires ne peuvent constituer un privilège que seuls pourront ambitionner ceux que la fortune a favorisés de ses dons et dont se trouveraient éloignés ceux, plus nombreux, qui, malgré leur situation modeste, se sentent attirés vers la judicature par leurs aptitudes, leur talent et leur caractère.

Citons enfin M. Vandervelde, Ministre de la Justice, défendant le budget à la Chambre des Représentants, le 1<sup>er</sup> octobre 1919 :

« Pour être magistrat aujourd'hui, il faut, ou bien être riche, avoir une fortune indépendante, ou bien se résigner à une vie si modeste, que c'est en réalité la gêne en robe noire ou en robe rouge. » (Centre d'Etudes pour la Réforme de l'Etat, Réforme de la Procédure T. I.)

Depuis 86 ans, on ne cesse de répéter à la tribune de la Chambre des Représentants ou à celle du Sénat que les traitements de la magistrature sont misérables. C'est une dérision, en 1946, de devoir en parler encore.

Il faut mettre fin de toute urgence à cette situation. Et pour deux motifs :

Le premier c'est que, à notre avis, la réforme complète des traitements de la magistrature est la solution du problème du recrutement de la magistrature.

Le second c'est qu'il faut donner à nos magistrats un standing de vie assurant le prestige de la justice, les

de la place die hij op eervolle wijze zou ingenomen hebben voor het welzijn van de maatschappij, de prooi wordt van een mededinger, die ze slechts aanneemt omdat hij onbekwaam was om zijn weg te maken in een andere loopbaan ? »

De heer Neujean behandelt hetzelfde aspect van de kwestie, bij de bespreking van een ontwerp tot verhoging van de wedden der onderzoeksrechters, in 1878 :

« Ik oordeel, verklaarde hij, dat de bezoldigingen der magistraten geenszins in verhouding staan tot de belangrijkheid van de taak, die onze instellingen haar opleggen. Ik meen dat de geringheid van die bezoldiging voortvloeit uit verouderde opvattingen, strijdig met ons grondwettelijk regime, dat onder allen de bekwaamsten en de waardigsten tot de functies roept. »

In 1892 verklaarde de heer Nothomb, in het verslag van de Middenafdeeling van de Kamer, in verband met een wetsvoorstel tot verhoging van de rechterlijke bezoldigingen :

« Tenzij men aanneemt, dat de rechterlijke functiën het voorrecht moeten worden van de rijken of welstellenden, hetgeen indruischt tegen al onze opvattingen, moeten talrijke magistraten een kommervol bestaan leiden, ondermijnd door de kwellingen van het materiele leven en de spijt hun familie te zien vervallen. »

Op 8 April 1914 ging Senator Dubost, bij de bespreking van een wetsontwerp op de verhoging der rechterlijke bezoldigingen opnieuw tot den aanval over om aan de kwestie de afdoende oplossing te geven, waarop men nog steeds wachtte :

« De rechterlijke functiën mogen geen voorrecht uitmaken, dat alleen diegenen kunnen nastreven, die door de fortuin begunstigd worden, terwijl zij ontzegd zouden zijn aan diegenen, aanzienlijker in getal, die zich, niettegenstaande hun bescheiden middelen, door hun bekwaamheid, hun talent en hun karakter aangetrokken voelen tot de rechterlijke ambten. »

Wij halen, ten slotte, den heer Vandervelde, Minister van Justitie, aan die de begroting in de Kamer der Volksvertegenwoordigers, op 1 October 1919, verdedigde als volgt :

« Om heden ten dage rechter te worden, moet men ofwel fortuin bezitten ofwel er mede tevreden zijn een zoo nederig bestaan te leven, dat men bijna spreken mag van armoede in zwarten of rooden tabberd. » (Studiecentrum tot Hervorming van den Staat — Hervorming van de Rechtspleging D. I.).

Sedert 86 jaar verklaart men onophoudelijk van af de tribune van de Kamer der Volksvertegenwoordigers en van den Senaat, dat de wedden van de magistratuur ellendig zijn. Het is belachelijk, dat men in 1946 daarover nog moet spreken.

Er dient ten spoedigste een einde gemaakt aan dien toestand. En wel om twee redenen :

In de eerste plaats omdat de volledige hervorming van de wedden der magistratuur o.i. de oplossing vormt van het probleem van de recruteering der magistraten.

In de tweede plaats, omdat aan onze magistraten een levensstandaard moet verstrekt worden, die het gezag van

mettant à l'abri de tous soupçons, de compromissions ou de faiblesses. La femme de César ne peut être soupçonnée.

Notre magistrature, pendant plus d'un siècle, a été à la hauteur de sa tâche. Sans se plaindre, dans le silence et la dignité, elle a supporté le sort matériel que l'État lui faisait. Prolonger plus longtemps cette situation serait une injustice. On comprendra aisément qu'un avocat, à qui le talent, le travail, l'expérience des choses judiciaires, assurent des revenus importants, renonce à sacrifier un cabinet prospère, pour une charge de judicature chichement payée.

En relevant raisonnablement les traitements des magistrats, la fonction retiendra davantage l'attention de l'élite du barreau.

Actuellement, quels sont les avantages matériels et autres que la carrière juridique assure à l'élite dont on désire et dont on doit la composer ?

La rétribution des membres de l'ordre judiciaire a été fixée par la loi du 30 juillet 1928.

Il n'entre pas dans nos intentions de passer en revue le tableau des traitements de base établi par la loi.

Nous en aurons montré la ridicule insuffisance en disant qu'actuellement, un magistrat près d'un tribunal de première instance, de première classe, marié, père de deux enfants, touche 6.250 francs net par mois; et un célibataire 5.801 francs.

A cela j'oppose la rémunération d'un comptable, dans une entreprise d'importance moyenne, de province, qui s'élève à 8.000 francs net par mois; d'un employé qui, dans la même entreprise, touche 6.750 francs net par mois.

Faut-il pousser la comparaison avec le salaire horaire de 27 francs, couramment payé à des mécaniciens dans des garages, avec celui d'une femme à journée, qui demande 15 francs de l'heure, plus la nourriture ?

Le magistrat n'a pas un traitement initial correspondant aux strictes nécessités de la vie. Il ne peut trouver un correctif à cette situation, dans la possibilité d'exercer, lui-même ou par son épouse, une autre activité rémunératrice. Il souffre d'un avancement rendu très lent par suite de l'encombrement des juridictions inférieures, et lorsqu'il bénéficie de cet avancement, la modicité du nouveau traitement est telle qu'elle ne peut compenser le complément de charges et frais inhérents à sa nouvelle fonction.

Enfin, la rémunération de base du magistrat n'est souvent pas plus élevée, si pas inférieure, à celle d'ouvriers spécialisés qui n'ont pas ses charges sociales, ses obligations et ses responsabilités.

Le magistrat dépourvu de fortune personnelle est un misérable et sa situation matérielle s'aggrave s'il a charge d'un ou de deux enfants, car, à ce stade, il n'a pas droit aux allocations familiales.

Le statut du personnel rétribué de l'État a été fixé par deux arrêtés du 20 juin 1946. A cette occasion, le Gouvernement a bien voulu dire qu'une loi interviendra pour

het gerecht verzekert, door hen te verheffen boven alle verdenkingen, en hen te beveiligen tegen iedere neiging om aan hun beginselen ontrouw te worden of tegen iedere zwakheid. De vrouw van Caesar kan niet worden verdacht.

Onze magistratuur heeft zich gedurende meer dan een eeuw op de hoogte getoond van haar taak. Zonder klachten, stil en waardig, heeft zij het stoffelijk lot gedragen, dat de Staat haar oplegde. Het zou onrechtvaardig zijn dien toestand te laten voortduren. Het valt licht te begrijpen, da een advocaat die, dank zij zijn talent, zijn arbeid, zijn ondervinding in rechtszaken, over belangrijke inkomsten beschikt, een bloeiende praktijk niet wil opgeven voor een rechtersambt.

Door de wedden der magistraten op redelijke wijze te verhoogen zou de keur van de balie meer aangetrokken worden tot het ambt.

Welke zijn thans de stoffelijke en andere voordeelen, die de rechterlijke loopbaan biedt aan de elite, die men daarin wenscht en moet opnemen ?

De bezoldiging van de leden der rechterlijke orde werd vastgesteld door de wet van 30 Juli 1928.

Het ligt niet in onze bedoeling een overzicht te geven van de door de wet vastgestelde tabel der basis-wedden.

De ontoereikendheid van die wedden moge blijken uit het feit, dat een magistraat in een rechtbank van eersten aanleg, 1<sup>ste</sup> klasse, gehuwd, vader van twee kinderen, netto 6.250 frank per maand en een ongehuwde 5.801 frank verdient.

Daar tegenover stel ik de bezoldiging van een boekhouder, in een onderneming van middelgrootte belangrijkheid in de provincie, die netto 8.000 frank per maand bedraagt; van een bediende die, in dezelfde onderneming, netto 6.750 frank per maand ontvangt.

Moeten wij nog vergelijken met het uurloon van 27 frank, dat doorgaans uitbetaald wordt aan werktuigkundigen in de garages, met het loon van een werkvrouw, die 15 frank per uur, plus den kost, vraagt ?

De magistraat beschikt niet over een aanvangswedde, die overeenstemt met de allernoodzakelijke levensbehoeften. Hij kan dien toestand niet verbeteren doordat hij zelf of zijn echtgenoot een andere winstgevende bezigheid zou uitoefenen. Hij lijdt onder het feit, dat zijn bevordering vertraagd wordt door de overlading der lagere rechtsmachten, en wanneer hij bevorderd wordt, is zijn nieuwe wedde zoo gering, dat zij niet kan opwegen tegen de aanvullende lasten en kosten, die met zijn nieuwe functie verbonden zijn.

Ten slotte is de basis-bezoldiging van den magistraat dikwijls niet hooger, zooniet lager, dan deze van gespecialiseerde arbeiders, die zijn sociale lasten, zijn verplichtingen en zijn verantwoordelijkheden niet hebben.

De magistraat, die geen persoonlijk fortuin bezit, is een arme drommel en zijn stoffelijke toestand verergert indien hij een of twee kinderen ten laste heeft, want, in dien staat, heeft hij geen recht op kindertoeslagen.

Het statuut van het door den Staat bezoldigd personeel werd vastgesteld door twee besluiten van 20 Juni 1946. Te dier gelegenheid was de Regeering zoo goed te verklaren,

relever, selon les mêmes principes, les traitements de l'ordre judiciaire.

Cet engagement doit être honoré. Les Chambres doivent être saisies, sans plus tarder, de ce projet de loi.

Quel sera ce projet de loi ?

Ni officiellement, ni officieusement, nous n'avons pu obtenir de renseignements.

Des bruits recueillis, les intentions du Gouvernement ne répondraient pas aux vœux des intéressés.

Pour voir clair dans cette situation, il faut partir des données de la vie courante.

Quel peut être le budget d'un foyer de magistrat ?

| Besoins essentiels                                                                            | Avec<br>1 enf. | Avec<br>2. enf. |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------|
| — loyer . . . . . fr.                                                                         | 20.000         | 20.000          |
| — nourriture : 30 fr. par jour et par per-<br>sonne, soit $3 \times 30 \times 365$ . . . . .  | 32.850         | —               |
| ou $4 \times 30 \times 365$ . . . . .                                                         | —              | 43.800          |
| — habillement . . . . .                                                                       | 10.000         | 15.000          |
| — charbon . . . . .                                                                           | 2.000          | 2.500           |
| — gaz et électricité : $12 \times 350$ . . . . .                                              | 4.200          | —               |
| 12 $\times$ 400 . . . . .                                                                     | —              | 4.800           |
| — femme d'ouvrage : 4 heures par jour<br>à 12 fr. : $4 \times 12 \times 300$ . . . . .        | 14.400         | —               |
| 6 $\times$ 12 $\times$ 300 . . . . .                                                          | —              | 21.600          |
| — nourriture femme d'ouvrage pour 6 h.<br>pour 4 h. . . . .                                   | 3.000          | —               |
| — linge de maison, rideaux, ustensiles<br>de ménage, etc. . . . .                             | 6.000          | 7.000           |
| — médecin, pharmacien, dentiste . . . . .                                                     | 4.000          | 5.000           |
| — assurances . . . . .                                                                        | 2.500          | 2.500           |
| — frais de tramways : 8 voyages par jour<br>à fr. 1,50 : $8 \times 1,50 \times 365$ . . . . . | 4.380          | —               |
| 10 voyages : $10 \times 1,50 \times 365$ . . . . .                                            | —              | 6.000           |
| — blanchisseur : 100 fr. par semaine :<br>$100 \times 52$ . . . . .                           | 5.200          | —               |
| — frais professionnels (robe, livres, re-<br>vues de droit, etc.) . . . . .                   | 3.000          | 3.000           |
| — collège . . . . .                                                                           | 3.000          | 6.000           |
| — téléphone (250 fr. par trimestre) . . . . .                                                 | 1.000          | 1.000           |

TOTAUX : Fr. 115.530 150.700

Dans ce budget, seuls les besoins essentiels ont été relevés. Pas un poste n'est réservé aux distractions, aux voyages, aux vacances. C'est le budget réduit au minimum.

Le projet des nouveaux traitements, dont nous avons eu connaissance, ne répond pas à ces nécessités.

Les traitements de base d'un juge et d'un substitut au tribunal de première instance de 3<sup>e</sup> et de 4<sup>e</sup> classe seraient de l'ordre de 108.000 fr. avec maximum de 162.000 fr.

dat een wet zou uitgevaardigd worden om de bezoldigingen der rechterlijke orde volgens dezelfde beginselen te verhoogen.

Die verbintenis moet worden nagekomen. Dat wetsontwerp dient onverwijld bij de Kamers te worden ingediend.

Hoe zal dit wetsontwerp er uitzien ?

Noch officieel, noch officieus, was het ons mogelijk inlichtingen te bekomen.

Volgens de geruchten die de ronde doen, zouden de inzichten van de Regeering niet beantwoorden aan de wenschen van de belanghebbenden.

Om klaar te zien in dezen toestand, dient uitgegaan van de gegevens van het gewone leven.

Wat mag de begroting zijn van het gezin van een magistraat ?

| Hoofdzakelijke behoeften                                                                           | Met<br>1 kind | Met 2 kin-<br>deren |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------------|
| — huur . . . . . fr.                                                                               | 20.000        | 20.000              |
| — voeding : 30 fr. per dag en per per-<br>soon, hetzij : $3 \times 30 \times 365$ . . . . .        | 32.850        | —                   |
| of $4 \times 30 \times 365$ . . . . .                                                              | —             | 43.800              |
| — kleeding . . . . .                                                                               | 10.000        | 15.000              |
| — kolen . . . . .                                                                                  | 2.000         | 2.500               |
| — gas en electriciteit $12 \times 350$ . . . . .                                                   | 4.200         | —                   |
| 12 $\times$ 400 . . . . .                                                                          | —             | 4.800               |
| — werkvrouw : 4 uur daags tegen 12 fr. :<br>$4 \times 12 \times 300$ . . . . .                     | 14.400        | —                   |
| 6 $\times$ 12 $\times$ 300 . . . . .                                                               | —             | 21.600              |
| — voedsel voor werkvrouw voor 6 uur.<br>voor 4 uur . . . . .                                       | 3.000         | —                   |
| — huislinnen, gordijnen, huisraad, enz.                                                            | 6.000         | 7.000               |
| — geneesheer, apotheker, tandarts . . . . .                                                        | 4.000         | 5.000               |
| — verzekeringen . . . . .                                                                          | 2.500         | 2.500               |
| — kosten van tramvervoer : 8 reizen daags<br>tegen fr. 1,50 : $8 \times 1,50 \times 365$ . . . . . | 4.380         | —                   |
| 10 reizen : $10 \times 1,50 \times 365$ . . . . .                                                  | —             | 6.000               |
| — waschvrouw : 100 fr. per week $100 \times 52$ . . . . .                                          | 5.200         | —                   |
| — beroepskosten (toga, boeken, rechts-<br>kundige tijdschriften, enz.) . . . . .                   | 3.000         | 3.000               |
| — college . . . . .                                                                                | 3.000         | 6.000               |
| — telefoon (250 fr. per kwartaal) . . . . .                                                        | 1.000         | 1.000               |

TOTALEN : Fr. 115.530 150.700

In die begroting komen alleen de hoofdzakelijke behoeften voor. Geen enkele post wordt voorbehouden aan ontspanning, reizen, vacaties. Het is een tot het minimum herleide begroting.

Het ontwerp van de nieuwe wedden, waarvan wij kennis hebben gekregen, beantwoordt niet aan die behoeften.

De basiswedden van een rechter en van een substituut in de rechtbank van eersten aanleg, 3<sup>de</sup> en 4<sup>de</sup> klasse, zouden minimum 108.000 frank bedragen en opklimmen tot hoogstens 162.000 frank.



Tout le monde sait que c'est au départ que la vie coûte le plus cher. Les charges du jeune ménage, l'installation, les besoins plus grands à 30 qu'à 65 ans postulent une valorisation plus forte des traitements de départ.

Pourquoi ne pas attribuer aux juges et aux substituts un traitement égal à celui d'un juge de paix de 2<sup>e</sup> classe qui, d'après le même projet, serait de l'ordre de 155.250 à 182.250 francs.

Au degré de la Cour d'Appel, les traitements des conseillers devraient être revus.

En effet, d'après les renseignements obtenus, le maximum de traitement d'un premier substitut de l'Auditeur Général serait supérieur à celui d'un conseiller et même d'un avocat général de la Cour d'Appel. Il y a là un déséquilibre qui heurte le bon sens.

Il faut noter, sur ce plan de comparaison des traitements que, après 10 ans de fonctions, un juge de paix de 1<sup>re</sup> classe aura un traitement égal au traitement initial d'un conseiller qui aura, en moyenne 15 ans, voire 20 ans de magistrature. On touche ainsi du doigt la position défavorisée des conseillers à la Cour d'Appel.

Ce qui importe, c'est de réaliser dans cette question des traitements des magistrats une solution harmonieuse. Elle sera telle si on se rend compte du rôle social éminent que joue la magistrature, de l'importance de fixer les traitements à un taux permettant au magistrat, non pas de s'enrichir et de rouler carrosse, mais de vivre décemment et de pouvoir élever honorablement une famille.

Le taux du traitement doit être fonction de la juridiction à laquelle le magistrat appartient et de la charge qu'il y occupe.

Il ne faut pas que le traitement d'un conseiller à la Cour soit égal ou inférieur à celui d'un juge de paix de 1<sup>re</sup> classe.

Les traitements des chefs de corps doivent être calculés en raison de leurs responsabilités et du prestige de leur charge. Qu'on ne se fasse pas d'illusions, les chiffres que nous donnons s'entendent traitement brut. C'est le traitement apparent.

Donnant d'une main, l'Etat s'empresse de reprendre de l'autre. L'incidence de l'impôt est énorme. Prenons un exemple.

Si le traitement du conseiller à la Cour d'Appel est arrêté à 216.000 francs, il touchera net, impôts déduits, 158.180 francs par an, soit 13.181 francs par mois.

Démonstration :

Traitement . . . . . fr. 216.000

A déduire :

— 6 % pour la pension . . . . . 12.960

fr. 203.040

Iedereen weet, dat het leven het duurst is bij den aanvang der loopbaan. De lasten van het jonge gezin, de instelling er van, de geboorten, de grootere behoeften op 30 jaar dan op 65, pleiten voor een grootere valorisatie van de aanvangswedden der magistraten.

Waarom zou men aan de rechters en substituten niet dezelfde wedde toekennen als aan een vrederechter van 2<sup>e</sup> klasse, die, volgens hetzelfde ontwerp, zou gaan van 155.250 tot 182.250 frank?

Wat het Hof van Beroep betreft, zouden de wedden van de raadsheeren dienen herzien.

Uit de bekomen inlichtingen blijkt inderdaad, dat de maximumwedde van een eerste-substituut van den Audi-tour-Generaal meer zou bedragen dan die van een raadsheer, en zelf van een advocaat-generaal in het Hof van Beroep. Dit is een gebrek aan evenwicht, dat indruischt tegen het gezond verstand.

Op dit vergelijkingsplan, dient aangestipt, dat een vrederechter 1<sup>o</sup> klasse, na gedurende tien jaar zijn ambt te hebben vervuld, een wedde zal bekomen gelijk aan de aanvangswedde van een raadsheer die, gemiddeld, 15, zelfs 20 jaar, in de magistratuur zal zijn. Aldus wordt duidelijk aangetoond, hoe ongunstig de toestand van de raadsheeren van het Hof van Beroep er uitziet.

Het komt er op aan, in zake het vraagstuk van wedden der magistraten een harmonische oplossing te verwezenlijken. Zij zal dit zijn, indien men zich rekenschap geeft van de vooraanstaande maatschappelijke rol die door de magistratuur wordt gespeeld, van het belang dat er aan verbonden is, de wedden vast te stellen, een bedrag, dat een magistraat zou toelaten, niet zich te verrijken noch per koets te rijden, doch fatsoenlijk te leven en op eervolle wijze kinderen te kunnen grootbrengen.

Het weddebedrag moet overeenstemmen met de rechtsmacht waartoe de magistraat behoort en met het ambt dat hij er bekleedt.

Het betaamt niet, dat de wedde van een raadsheer in het Hof gelijk zou staan wat op minder zou bedragen dan die van een vrederechter 1<sup>o</sup> klasse.

De wedden der korpsoversten dienen berekend in overeenstemming met hun verantwoordelijkheden en met het aan hun ambt verbonden aanzien. Men dient zich hierbij geen valsch denkbeeld te maken; de door ons verstrekte cijfers gelden als bruto-wedde, als zichtbare wedde.

Maar wat de Staat met de eene hand geeft, onttrekt hij dadelijk met de andere. De terugslag van de belasting is aanzienlijk, zooals blijkt uit volgend voorbeeld.

Indien de wedde van den raadsheer in het Hof van Beroep wordt bepaald op 216.000 frank, dan zal hij netto, na aftrek van de belastingen, 158.180 frank's jaars ontvangen, hetzij 13.181 frank per maand.

Toelichting :

Wedde . . . . . fr. 216.000

Af te trekken :

— 6 t. h. voor het pensioen . . . . . 12.960

203.040

sur cette somme :

- impôt sur le revenu
- impôt complémentaire sur le revenu global et la contribution nationale de crise . . . .

D'après le barème du Ministère, il doit être retenu à la source sur un traitement de 200.000 francs, d'un magistrat marié, ayant un enfant à charge, 3.328 francs par mois. En chiffres ronds, 40.000 francs par an.

Il faut y ajouter l'impôt que la plupart des communes prélèvent sur les traitements.

A Uccle, par exemple, pour l'exercice 1945, l'impôt communal est égal aux 30/100<sup>es</sup> de la taxe professionnelle établie par l'Etat. Or, l'Etat prélève, pour un traitement de 200.000 francs, 9 %, soit 18.000 francs, moins 2 × 5 % pour deux personnes à charge : soit . . . . . 18.000  
1.800  
16.200

30 % de 16.200 = 4.860 francs de taxe.

|                           |              |
|---------------------------|--------------|
| Total à déduire . . . . . | 12.960       |
|                           | 40.000       |
|                           | 4.860        |
|                           | <hr/> 57.820 |

|                              |         |
|------------------------------|---------|
| Traitement nominal . . . . . | 216.000 |
| TRAITEMENT NET . . . . .     | 158.180 |

Devant cette opération, une conclusion s'impose. Il convient de revoir l'assiette de l'impôt.

Celui-ci est excessif et son incidence frappe avec la même brutalité le traitement de base et le traitement maximum.

### § 3. — *Les Juges de Paix.*

Les juges de paix, dont le statut actuel est le résultat de longs efforts, sont inquiets.

Ils demandent le maintien de la hiérarchie fixée par la loi du 30 juillet 1928.

L'importance des Justices de Paix, de première classe, notamment l'extension continuelle de la compétence des juges de paix, accroissent sans cesse leur rôle sur le plan judiciaire et social.

Le juge de paix statue seul et les litiges dont il est saisi revêtent une grande importance morale et même judiciaire.

La juridiction de paix est très différente de la juridiction de première instance.

Le juge de paix exerce une juridiction familiale, dont les limites, sans doute, se sont fortement étendues, mais socialement son rôle, parce qu'il est plus en contact avec les justiciables, réclame de lui une grande expérience des affaires qui lui sont déferées.

C'est le motif pour lequel il est important que le juge de paix fasse carrière dans la justice de paix.

Op dit bedrag :

- inkomstenbelasting . . . . .
- aanvullende belasting op het globaal inkomen en nationale crisisbijdrage . . . . .

Volgens het barema van het Ministerie, dient aan de bron op een wedde van 200.000 frank, een afhouding te geschieden van 3.328 frank per maand voor een gehuwd magistraat met één kind ten laste. Met ronde cijfers, 40.000 frank 's jaars.

Daarbij komt nog de belasting die door de meeste gemeenten wordt geheven op de wedden.

Te Ukkel, bij voorbeeld, is de gemeentelijke belasting, voor het dienstjaar 1945, gelijk aan 30/100 van de bedrijfsbelasting geheven door den Staat. De Staat heft, op een wedde van 200.000 frank, 9 t. h., hetzij 18.000 frank, met aftrek van 2 × 5 t. h. voor twee personen ten laste, hetzij . . . . . fr. 18.000  
1.800  
16.200

30 t. h. van 16.200 = 4.860 frank belasting.

|                               |              |
|-------------------------------|--------------|
| Af te houden bedrag . . . . . | 12.960       |
|                               | 40.000       |
|                               | 4.860        |
|                               | <hr/> 57.820 |

|                          |             |
|--------------------------|-------------|
| Nominale wedde . . . . . | fr. 216.000 |
| NETTO WEDDE . . . . .    | 158.180     |

Een besluit dient uit die berekening afgeleid. Het is noodig den belastinggrondslag te herzien.

De belasting is overdreven en de grondslag er van treft even zwaar de basiswedde als de maximum-wedde.

### § 3. — *De Vrederechters.*

De vrederechters, wier huidig statuut het resultaat is van langdurige krachtsinspanningen, zijn ongerust.

Zij vragen het behoud van de hiërarchie die bepaald werd door de wet van 30 Juli 1928.

De belangrijkheid van de vrederechten 1<sup>ste</sup> klasse, inzonderheid de aanhoudende uitbreiding van de bevoegdheid der vrederechters, doet onophoudend de rol dezer laatsten toenemen op het gerechtelijk en maatschappelijk plan.

De vrederechter doet alleen uitspraak, en de geschillen die bij hem worden aanhangig gemaakt zijn van groot belang in zedelijk en zelfs in rechterlijk opzicht.

De vrederechten verschillen zeer van de rechtsmacht van eersten aanleg.

De vrederechter oefent een familiale rechtsmacht uit, waarvan de grenzen ongetwijfeld zeer werden uitgebreid, doch in maatschappelijk opzicht, vergt zijn rol van hem een groote ondervinding van de zaken die hem worden aangeboden, daar hij meer in voeling staat met de rechts-onderhoorigen.

Om die reden is het van belang, dat de vrederechter in het vrederecht carrière zou maken.

Enlever aux juges de paix leur statut, ce serait enfin faire perdre à la justice de paix son rôle traditionnel, qui postule la stabilité du juge et le maintien de la hiérarchie, telle qu'elle est fixée dans la loi du 30 juillet 1928.

## CHAPITRE II.

### Les Greffiers.

Le sort matériel des greffiers n'est pas plus brillant que celui des magistrats, dont ils sont les précieux collaborateurs.

Il existe, dans l'administration, une tendance à vouloir assimiler les greffiers près les cours et tribunaux aux fonctionnaires.

C'est une erreur et une méconnaissance de la loi.

Les greffiers sont membres de l'ordre judiciaire.

La loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869, en son article 180, leur consacre cette qualité.

Celle-ci, qui se justifie par les fonctions qu'exerce le greffier lorsqu'il assiste le juge, lui est reconnue par de nombreux textes légaux. (Réforme de la Procédure, T. I., p. 29 — Centre d'Etudes pour la Réforme de l'Etat).

De nombreux avis concordent pour déclarer que le greffier n'est pas un fonctionnaire.

Les greffiers ne constituent-ils pas la partie essentielle de la juridiction à laquelle ils sont attachés ?

Le greffier remplit un ministère inséparable de celui du juge, son caractère de membre de l'ordre judiciaire est saillant et indéniable. (Avis de M. le Procureur Général Bertauld à la Cour de Cassation de France. D. P. 161, I. 442).

M. Bara, étant ministre de la Justice, disait :

« On objecte que les greffiers ne sont pas des magistrats. Or, ils font partie du tribunal et il n'est pas douteux qu'ils sont considérés comme magistrats... Les greffiers doivent passer à la suite des autres fonctionnaires de l'ordre judiciaire... »

A la séance de la Chambre du 18 décembre 1867, M. Thonissen déclarait plus spécialement à propos des greffiers : « La dignité des greffiers touche à celle des juges et il importe de la protéger dans l'intérêt même du prestige dont la justice doit être entourée... Le prestige de la justice demande que tous ceux qui participent à l'exercice du pouvoir judiciaire soient toujours complètement désintéressés ».

« Les greffiers », disent les *Pandectes Belges*, « ne sont pas des agents du gouvernement » et le décret du 27 novembre-1<sup>er</sup> décembre 1790 (rappelé sous la loi d'organisation judiciaire dans la *Pasinomie*, 1869, p. 193) porte que « les fonctions judiciaires sont distinctes et demeureront toujours séparées des fonctions administratives ».

Door de vrederechters van hun statuut te berooven, zou men ten slotte aan het vredegerecht zijn traditioneele rol doen verliezen, die de ambtsvastheid van den rechter doet onderstellen, alsook het behoud van de hiërarchie zooals deze werd bepaald in de wet van 30 Juli 1928.

## HOOFDSTUK II.

### De Griffiers.

De materiele toestand van de griffiers is niet schitterender dan die van de magistraten, wier kostbare medewerkers zij zijn.

In het bestuur, streeft men er naar, de griffiers bij de hoven en rechtbanken gelijk te stellen met de ambtenaars.

Dit is een dwaling en een miskenning van de wet.

De griffiers zijn leden van de rechterlijke orde.

De wet op de rechterlijke inrichting van 18 Juni 1869, verleent hun die hoedanigheid, in haar artikel 180.

Deze hoedanigheid, gerechtvaardigd door de functies uitgeoefend door den griffier wanneer hij den rechter bijstaat, wordt door menigvuldige wettelijke teksten erkend. (Hervorming van de Rechtspleging, B. I., blz. 29. Studiecentrum voor de Hervorming van den Staat.)

Talrijke adviezen stemmen overeen om te verklaren, dat de griffier geen ambtenaar is.

Maken de griffiers niet het hoofdzakelijk gedeelte uit van de rechtsmacht waaraan zij zijn verbonden ?

De griffier vervult een ambt dat onafscheidbaar is van dit van den rechter; zijn hoedanigheid van lid der rechterlijke orde is in 't oog vallend en onloochenbaar (Advies van den heer Bertauld, Procureur-generaal in het Hof van Verbreking van Frankrijk, D. P. 161, I, 442).

Als Minister van Justitie, heeft de heer Bara gezegd :

« Er wordt opgeworpen, dat de griffiers geen magistraten zijn. Nochtans, maken zij deel uit van de rechtbank, en het lijdt geen twijfel, dat zij als magistraten worden beschouwd... De griffiers moeten hun plaats innemen na de andere ambtenaars van de rechterlijke orde... »

Tijdens de vergadering van de Kamer, op 18 December 1867, verklaarde de heer Thonissen, meer in het bijzonder wat de griffiers betreft : « De waardigheid van de griffiers staat in verband met die van de rechters, en het komt er op aan ze te beschermen in het belang zelf van het aanzien waarmede het gerecht dient omringd... Het aanzien van het gerecht vergt, dat al diegenen die deelnemen aan de uitoefening van de rechterlijke macht, steeds volkomen onbaatzuchtig zouden zijn. »

« De griffiers », zoo leest men in de *Pandectes Belges*, « zijn geen agenten van de Regeering » en het decreet van 27 November-1 December 1790 (vermeld bij de wet op de rechterlijke inrichting in de *Pasinomie*, 1869, blz. 193) bevestigt dat « de rechterlijke functies verschillend zijn en steeds afgescheiden zullen blijven van de administratieve functies. »

*Extraits de la discussion à la Chambre des Représentants, de la loi du 25 novembre 1889, qui a réglé la situation des greffiers en supprimant leurs émoluments (séance du 1<sup>er</sup> août 1889) :*

*M. De Sadeleer, rapporteur.* — Il n'est pas possible de comparer un greffe à un cabinet ministériel : ce sont deux situations bien distinctes. Tous les fonctionnaires qui font des perceptions comme le greffier ont droit à des indemnités de bureau. Je citerai, à titre d'exemple, les conservateurs des hypothèques, les receveurs de l'enregistrement et des contributions directes, les agents du trésor, les directeurs de l'enregistrement.

*M. Woeste.* — Ils sont comptables.

*M. De Sadeleer, rapporteur.* — Les greffiers sont aussi des comptables publics, puisqu'ils perçoivent, au profit de l'Etat, les frais de greffe et autres et qu'ils en doivent compte. C'est la partie la plus ingrate de leurs fonctions...

*M. Le Jeune, ministre de la Justice.* — La comparaison que M. Woeste établit entre le travail des greffes et celui des administrations est absolument fausse. Les employés des ministères, ceux des diverses administrations, ont tous des attributions nettement définies, se renfermant dans un service spécial auquel il s'agit de pourvoir. Ces employés font partie d'un personnel dans lequel le contrôle est lui-même organisé comme un service spécial. Le contrôle se fractionne au point d'assurer une surveillance constante sur tous les points.

Le travail des greffes, au contraire, ne correspond pas à un service dont les besoins sont toujours les mêmes et sur lequel une surveillance constante puisse s'exercer de la part du gouvernement...

Ces déclarations sont formelles. Les greffiers ne peuvent pas être assimilés à des fonctionnaires.

Les greffiers sont à la fois :

- 1<sup>o</sup> membres de l'ordre judiciaire;
- 2<sup>o</sup> officiers publics et dépositaires publics;
- 3<sup>o</sup> fonctionnaires auxiliaires des préposés de l'enregistrement et des domaines;
- 4<sup>o</sup> chefs de service, gestionnaires de leur greffe.

A chacun de ces titres correspondent des responsabilités; c'est ce qui a fait dire à l'auteur du chapitre consacré aux *Greffes et Greffiers* du « Répertoire Pratique du Droit Belge » :

« Sans crainte d'exagération, la responsabilité des greffiers peut être qualifiée de très lourde. Si, comme les autres fonctionnaires, les greffiers coupables de négligences ou d'erreurs de service peuvent être frappés de peines disciplinaires, ces erreurs ou ces négligences peuvent, en outre, les exposer, de la part des tiers qui se croiraient lésés, à des actions en justice pour dommages-intérêts.

*Uittreksels uit de behandeling in de Kamer der Volksvertegenwoordigers van de wet van 25 November 1889, waarbij de toestand werd geregeld van de griffiers door de afschaffing van hun bezoldiging (vergadering van 1 Augustus 1889) :*

*De heer De Sadeleer, verslaggever.* — Het is niet mogelijk, een griffie met een ministerieel kabinet te vergelijken : men staat vóór twee zeer verschillende toestanden. Alle ambtenaars die inningen doen zooals de griffier, hebben recht op kantoorvergoedingen. Als voorbeeld, haal ik het geval aan van de hypotheekbewaarders, de ontvangers der registratie en der directe belastingen, de agenten der Schatkist, de directeurs der registratie.

*De heer Woeste.* — Het zijn rekenplichtigen.

*De heer De Sadeleer, verslaggever.* — De griffiers zijn ook openbare rekenplichtigen vermits zij, ten bate van den Staat, griffie- en andere kosten innen en rekenschap er van moeten geven. Dit maakt het ondankbaarste deel uit van hun functies...

*De heer Lejeune, minister van Justitie.* — De vergelijking die de heer Woeste maakt tusschen het werk van de griffies en dit van de besturen is volkomen vals. De beambten van de ministeries, die van de verschillende besturen, hebben allen goed afgebakende ambtsbezigheden, verband houdend met een bijzonderen dienst waarin dient voorzien. Die bedienden maken deel uit van een personeel waarbij de controle zelf wordt ingericht als een bijzondere dienst. De controle verdeelt zich zoodanig, dat een aanhoudend toezicht wordt verzekerd op alle punten.

Het werk der griffies stemt, daarentegen, niet overeen met een dienst waarvan de behoeften steeds dezelfde zijn en waarop een onafgebroken toezicht vanwege de Regeering uitgeoefend zou kunnen worden...

Deze verklaringen zijn formeel. De griffiers mogen niet met de ambtenaars worden gelijkgesteld.

De griffiers zijn tegelijkertijd :

- 1<sup>o</sup> leden van de rechterlijke orde;
- 2<sup>o</sup> openbare officieren en openbare bewaarders;
- 3<sup>o</sup> hulpambtenaars van de aangestelden der registratie en der domeinen;
- 4<sup>o</sup> diensthooften, beheerders van hun griffie.

Met elk van deze titels stemmen verantwoordelijkheden overeen; daarom ook, heeft de steller van het hoofdstuk uit het « Répertoire Pratique du Droit belge », gewijd aan de *Griffies en Griffiers*, zich in volgender voege uitgedrukt :

« Zonder vrees voor overdrijving, mag de verantwoordelijkheid van de griffiers als zeer zwaar worden bestempeld. Zoo de griffiers die zich schuldig hebben gemaakt aan dienstnalatigheden of vergissingen, evenals de andere ambtenaars, tuchtstraffen kunnen oplopen, kunnen, daarenboven, die vergissingen of die nalatigheden hen, vanwege derden, blootstellen aan rechtsvorderingen tot schadevergoeding.

Nombreux également sont les cas où la loi punit d'amende la moindre inobservation, la moindre inattention.

En dehors des intéressés, rares sont les personnes ayant une idée exacte des conséquences de la responsabilité des greffiers.

Dans les greffes importants où il est matériellement impossible au greffier de tout surveiller, dont les archives s'accroissent d'année en année, et où le public a la faculté de se faire communiquer les actes, la pénurie du personnel oblige souvent le greffier à donner en communication à des inconnus les minutes mêmes, d'où risque de perte ou d'altération.

Les greffiers sont responsables des pièces produites par les parties, ainsi que des pièces à conviction qui leur sont confiées.

Quelle n'est pas l'importance de certaines pièces à conviction déposées au greffe: bijoux, titres, sommes d'argent et de certains dépôts effectués en matière civile: testaments argués de faux, notamment.

En principe, on peut dire que le greffier est responsable de toutes les pièces et objets reposant dans son greffe.

L'article 27 du décret du 18 août 1810 déclare le greffier solidairement responsable des amendes, restitutions, dépens et dommages-intérêts résultant des contraventions, délits ou crimes dont ses commis se sont rendus coupables dans l'exercice de leurs fonctions, sauf son recours contre eux, ainsi que de droit.

Les amendes mises à charge des greffiers par de nombreuses dispositions légales peuvent se diviser en deux espèces:

1° les amendes prévues par les lois et arrêtés royaux relatifs aux droits d'enregistrement et de timbre;

2° les amendes reprises dans les divers codes et qui doivent être appliquées par le juge saisi de l'affaire civile ou répressive. »

Cette responsabilité qui souvent se termine pour le greffier par un décaissement n'est pas une responsabilité « sur papier ». En dehors des sommes versées par les greffiers à titre d'amende, et cela sans restitution du trésor, récemment encore, le greffier d'une juridiction cantonale de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles a été condamné à verser au Trésor une somme de plus de 40.000 francs pour les erreurs commises par son adjoint.

La responsabilité des greffiers, on le voit, est considérable. Il serait difficile de trouver un fonctionnaire dont la responsabilité égale celle du greffier.

Enfin, puisqu'il ne peut être contesté que les greffiers sont membres de l'ordre judiciaire, leur traitement, ainsi que le dicte l'article 102 de la Constitution, doit être fixé au même titre que celui des magistrats par une loi.

Talrijk zijn ook de gevallen, waarin de wet geldboeten oplegt bij de minste verwaarloozing, bij de minste onoplettendheid.

Behalve de belanghebbenden, kunnen slechts weinig personen zich een juist denkbeeld vormen van de gevolgen van de verantwoordelijkheid der griffiers.

In de belangrijke griffies, waar het den griffier materieel onmogelijk is op alles toezicht uit te oefenen, waar de archiefstukken van jaar tot jaar talrijker worden, en waar het publiek inzage van de akten kan bekomen, is de griffier er dikwijls, wegens gebrek aan personeel, er toe genoopt aan onbekenden de minutes zelf ter inzage te geven, op gevaar van verlies of beschadiging.

De griffiers zijn verantwoordelijk voor de stukken die door de partijen worden voorgelegd, alsook voor de stukken van vertuiging die hun worden toevertrouwd.

Hoe belangrijk zijn niet sommige ter griffie neergelegde bewijsstukken, zooals juweelen, effecten, geldsommen, alsook sommige bewaargevingen in burgerlijke zaken: voor onecht verklaarde testaments, inzonderheid.

In beginsel, kan worden gezegd, dat de griffier verantwoordelijk is voor alle in zijn griffie berustende stukken en voorwerpen.

Artikel 27 van het decreet van 18 Augustus 1810 verklaart den griffier hoofdelijk aansprakelijk voor de geldboeten, teruggaven, kosten en schadevergoedingen voortvloeiend uit de overtredingen, wanbedrijven of misdaden, waaraan zijn klerken zich hebben schuldig gemaakt bij de uitoefening van hun ambt; behoudens zijn beroep tegen hen, zooals recht is.

De geldboeten die door talrijke wetsbepalingen ten laste worden gelegd van de griffiers, kunnen in twee soorten worden ingedeeld:

1° de geldboeten voorzien bij de wetten en Koninklijke besluiten betreffende de registratie- en zegelrechten;

2° de geldboeten, voorkomend in de verschillende wetboeken, en die dienen toegepast door den Rechter waarbij het geding aanhangig werd gemaakt: burgerlijk of repressief. »

Deze verantwoordelijkheid, die dikwijls voor den griffier eindigt, met een betaling, is geen aansprakelijkheid « op 't papier ». Buiten de sommen die door de griffiers als geldboete worden gestort, en dit zonder teruggave vanwege de Schatkist, werd onlangs nog de griffier van een kantonale rechtsmacht van het rechterlijk arrondissement Brussel veroordeeld om aan de Schatkist een som van meer dan 40.000 frank af te dragen, wegens de door zijn adjunct begane vergissingen.

Zooals men ziet, is de aansprakelijkheid van de griffiers aanzienlijk. Het zou moeilijk zijn, een ambtenaar te vinden wiens verantwoordelijkheid die van den griffier zou evenaren.

Ten slotte, aangezien niet kan worden betwist, dat de griffiers leden zijn van de rechterlijke orde, dient hun wedde, zooals voorgeschreven door artikel 102 der Grondwet, ten zelfden titel als voor de magistraten, door een wet vastgesteld.

Mais, avant d'aborder la question du traitement des greffiers, nous croyons utile de rappeler que, depuis bientôt cinquante ans, les greffiers ont à diverses reprises soulevé la question d'un recrutement plus sévère pour leur personnel. La loi du 15 novembre 1918, en son article 5, a donné satisfaction de principe aux intéressés, en décidant que le Roi détermine les conditions de capacité requises pour être nommé greffier-adjoint au tribunal de première instance, ainsi que greffier-adjoint ou commis-greffier dans un tribunal de commerce ou une justice de paix.

Les greffiers ont dressé un programme d'examen de maturité à faire subir aux candidats.

Le Ministère de la Justice en a été saisi. Il a disparu dans les archives et y dort mollement sous une couverture de poussière.

La fonction de ces auxiliaires de la Justice est trop importante pour ne pas s'en préoccuper.

On ne peut évidemment imposer à un auxiliaire de la Justice un traitement qui ne serait pas à la mesure de ses responsabilités.

Il faut établir un traitement de base tout à fait différent de celui des fonctionnaires.

La méthode à employer doit être celle retenue pour la revision des traitements des magistrats, c'est-à-dire valoriser la rémunération des greffiers et prévoir des indemnités et augmentations périodiques.

Enfin, il serait souhaitable de mettre fin au régime des commis auxiliaires dans les justices de paix, et de commis temporaires dans les greffes de cours, tribunaux et justices de paix. Le régime provisoire est néfaste. Les bons éléments vivant sous la menace des préavis de congé recherchent des situations dans les affaires privées.

En prolongeant cette situation, on fait tort au bon recrutement du personnel des greffes.

A l'instabilité de l'emploi s'ajoute la modicité du traitement. Il n'est pas rare de voir des commis auxiliaires mariés touchant 1.700 francs par mois, et cette maigre rémunération ne leur est parfois payée qu'avec des semaines de retard.

Ces règlements différés sont d'autant plus inadmissibles qu'ils augmentent la misère d'un foyer pauvre.

Depuis le mois d'août 1946, les traitements des fonctionnaires sont liquidés sur la base des nouveaux barèmes.

Comment se fait-il que les traitements des commis temporaires et des commis auxiliaires sont toujours réglés sur la base de l'ancien barème ?

Il faut mettre fin à cet état de choses qui n'a que trop duré.

### CHAPITRE III.

#### Autres remarques faites et questions posées par divers membres de la Commission.

Un membre fait observer que les greffiers près les Cours, Tribunaux et Justices de Paix doivent tenir une

Doch vooraleer de kwestie van de wedde der griffiers aan te vatten, achten wij het nuttig in herinnering te brengen dat de griffiers, sedert nagenoeg vijftig jaar, herhaaldelijk het vraagstuk van een strengere aanwerving voor hun personeel hebben te berde gebracht. Bij artikel 5 der wet van 15 November 1918, wordt, in beginsel, aan belanghebbenden voldoening geschonken door te beslissen, dat de Koning de bekwaamheidsvoorwaarden bepaalt die vereischt worden om benoemd te worden tot adjunct griffier van een rechtbank van eersten aanleg, alsook tot adjunct griffier of klerk-griffier bij een rechtbank van koop-handel of een vrederecht.

De griffiers hebben een programma opgemaakt voor een maturiteitsexamen dat door de kandidaten dient afgelegd.

Dit werd aanhangig gemaakt bij het ministerie van Justitie. Het is verdwenen in het archief en rust er zacht onder een laag stof.

De functie van die helpers van het gerecht is te belangrijk opdat men er zich niet zoude om bekommeren.

Voorzeker mag men aan een helper van het gerecht geen wedde willen opleggen die niet zou overeenstemmen met zijn verantwoordelijkheden.

Een basiswedde dient opgemaakt die volkomen verschillend zal zijn van deze der ambtenaars.

De aan te wenden methode dient dezelfde te zijn als deze voor de herziening van de wedden der magistraten, namelijk de valorisatie van de bezoldiging der griffiers en het voorzien van periodieke vergoedingen en verhoogingen.

Ten slotte, ware het ten zeerste gewenscht, dat een einde zou worden gemaakt aan het stelsel van de hulpklerken in de vrederechten en van tijdelijke klerken in de griffies der hoven, rechtbanken en vrederechten. Het voorloopig stelsel is nadeelig. De goede elementen, die onder de bedreiging van opzegging leven, zien uit naar bedieningen in privaatzaken.

Door dezen toestand te verlengen, schaadt men de goede aanwerving van het personeel der griffies.

Bij het gebrek aan vastheid van de bediening, komt nog de geringheid van de wedde bij. Het is geen zeldzaam feit, dat gehuwde hulpklerken 1.700 frank per maand verdienen, en die magere bezoldiging wordt hun soms slechts met weken vertraging uitbetaald.

Die verdaagde regelingen zijn des te meer onduidelijk daar zij de ellende van een arm gezin vergroten.

Sedert de maand Augustus 1946, worden de wedden der ambtenaars uitbetaald op grondslag van de nieuwe schalen.

Hoe komt het, dat de wedden van de tijdelijke klerken en van de hulpklerken nog steeds worden geregeld op grondslag van het oud barema ?

Een einde dient gemaakt aan dien toestand, die reeds te lang heeft geduurd.

### HOOFDSTUK III.

#### Andere opmerkingen gemaakt en vragen gesteld door verschillende leden van de Commissie.

Een lid doet opmerken, dat de griffiers bij de Hoven, de Rechtbanken en de Vrederechten een moeilijke boek-

comptabilité officielle, imposée par la consignation pour le droit d'enregistrement des jugements. *La consignation* de 70 francs étant pratiquement insuffisante, ne serait-il pas préférable de la *supprimer*?

La situation est la suivante : l'introduction d'une action judiciaire au civil entraîne une triple perception de droits pour lesquels une consignation est réclamée et inscrite dans un registre appelé *sommier de consignations*.

1. Le droit de mise au rôle, qui varie de 35 à 150 francs suivant la juridiction, le montant en est réservé pendant tout le mois, au cours duquel l'action a été introduite, et versé, par les soins du greffier, le premier du mois suivant, au receveur de l'enregistrement.

2. Le second droit s'appelle le droit des huissiers audienciers. Ce droit est réservé également jusqu'à la fin du mois de l'introduction de l'action, et versé le premier du mois suivant, au syndic de la chambre des huissiers.

3. Enfin, le demandeur en justice doit verser une somme égale au montant minimum du droit d'enregistrement. Cette somme est réservée par le greffier dans son registre jusqu'au prononcé du jugement ou de l'arrêt définitif. Suivant l'issue du procès, cette somme est rendue au demandeur ou, au contraire, s'il a été malchanceux dans sa procédure, cette somme sert à payer le droit d'enregistrement au receveur de l'enregistrement.

Ce droit d'enregistrement n'est pas nécessairement un droit fixe. Il est fixe pour les jugements et arrêts ne portant pas de condamnations de sommes. Si, au contraire, il y a condamnation de sommes, le droit est de 2 % sur le montant de la condamnation.

Dans l'état actuel de la législation, il est impossible de supprimer l'obligation de la tenue des *sommiers de consignation*. Nous avons interrogé plusieurs greffiers sur l'opportunité de la suppression de cette formalité. Ils ont manifesté le vœu de voir maintenir le principe de la provision.

Un autre membre a exprimé le désir d'entendre dire par M. le Ministre de la Justice, si l'arrêté royal du 14 décembre 1935 relatif à l'organisation et au contrôle de la comptabilité des notaires était effectivement appliqué? Et si les Parquets veillaient diligemment à son exécution?

Un membre a demandé que l'on se montre plus sévère pour faire respecter l'obligation de résidence imposée aux magistrats par l'article 211 et 212 de la loi d'organisation judiciaire.

houding dienen te houden, opgelegd door de consignatie voor het registratierecht der vonnissen. Daar *de consignatie* van 70 frank practisch altijd onvoldoende is, zou het niet beter zijn *die te laten vallen*?

De toestand ziet er als volgt uit : het instellen van een rechtsvordering voor een burgerlijke rechtbank brengt een drievoudige inning van rechten met zich, waarvoor een consignatie wordt geëischt en ingeschreven in een register, *consignatieboek* geheeten.

1. het rolrecht dat, volgens de rechtsmacht, schommelt tusschen 35 en 150 frank; het bedrag er van wordt bewaard gedurende gansch de maand, in den loop waarvan de vordering werd ingesteld en wordt, den eersten van de volgende maand, door toedoen van den griffier, aan den ontvanger van de registratie overgemaakt.

2. Het tweede recht heet het recht van de deurwaarders ter rolle. Dit recht wordt, eveneens, bewaard tot op het einde van de maand van de instelling van de vordering en wordt, den eersten van de volgende maand, gestort aan den syndicus van de kamer der deurwaarders.

3. De eischer in rechte moet, ten slotte, een som storten gelijk aan het minimumbedrag van het registratierecht. Die som wordt door den griffier in zijn register aangehouden, tot de uitspraak van het vonnis of het eindarrest. Volgens den afloop van het proces wordt deze som aan den eischer teruggegeven, of, integendeel, indien hij in zijn rechtsvordering ongelukkig is geweest, dient die som tot het betalen van het registratierecht aan den ontvanger van de registratie.

Dit registratierecht is niet noodzakelijk een vast recht. Het is vast voor de vonnissen en arresten die geen veroordeeling tot sommen inhouden. Indien er, integendeel, een veroordeeling tot sommen is, bedraagt het recht 2 % van het bedrag van de veroordeeling.

In den huidige stand van de wetgeving, is het onmogelijk de verplichting om *consignatieboeken* te houden, af te schaffen. Wij hebben verschillende griffiers ondervraagd over de gepastheid om die formaliteit af te schaffen. Zij hebben den wensch te kennen gegeven het grondbeginsel van de provisie te behouden.

Een ander lid heeft den wensch uitgedrukt door den Minister van Justitie te hooren verklaren, of het Koninklijk besluit van 14 December 1935, betreffende de inrichting van en het toezicht over de boekhouding van de notarissen, werkelijk wordt toegepast? En of de Parketten zorgvuldig over de uitvoering er van waken?

Een ander lid heeft gevraagd, dat men zich strenger zou toonen om de verplichting van de door artikelen 211 en 212 der wet op de rechterlijke inrichting aan de magistraten opgelegde verblijfplaats te doen eerbiedigen.

## DEUXIEME PARTIE.

La rééducation et le reclassement des inciviques.

## CHAPITRE PREMIER.

## Préliminaires.

§ 1. — *Avant le 10 mai 1940,  
l'Etat n'avait pas de politique d'éducation civique.*

Lorsqu'on cherche à rassembler une information sur le civisme, on est frappé tout d'abord par l'absence presque complète de matériaux.

Incidentement le terme est employé par tel ou tel auteur ou évoqué par tel penseur; mais, nulle part, on n'en trouve une définition satisfaisante. Est-ce que cela doit être expliqué par l'affirmation de Littré qui déclare que c'est « un néologisme apparu pour la première fois en 1835 dans le dictionnaire de l'Académie »? Ainsi s'exprime Joussetin dans l'« Ecole du Civisme ».

Est-ce pour cela que chez nous, avant le 10 mai 1940, — reconnaissons-le en toute franchise —, ni le mot, ni les vertus qu'il exprime n'étaient spécialement en honneur?

Dans le discours qu'il a prononcé à l'audience solennelle de la Cour Militaire du 17 septembre 1946, l'Auditeur Général, Ganshof Van der Mersch, s'exprime ainsi à ce sujet:

« Ne faut-il même pas avoir le courage de se demander si, parmi les circonstances qui ont favorisé l'incivisme, à côté des puissantes et habiles méthodes de l'ennemi, à côté de la lâcheté et de l'intérêt, il n'y avait la carence de l'Etat dans l'enseignement de l'éducation civique et morale: absence de doctrine, absence d'unité dans les principes qui devraient y présider et qui sont communs pourtant à tous ceux qui se réclament de la conscience nationale. »

Les faits corroborent ces appréciations.

Avant cette guerre, l'Etat n'a pas veillé à inculquer à la masse des citoyens le sens et la fierté de la patrie.

Il pouvait cependant, par son rôle de protecteur de la famille, créer le climat indispensable à l'éclosion des vertus civiques. En contrôlant les programmes scolaires, il pouvait assurer un enseignement exaltant le dévouement et l'attachement à la patrie et favoriser les initiatives, les institutions, les groupements qui se donnaient pour mission d'inspirer aux citoyens l'amour de leur pays.

Au lieu de cela, les enfants apprenaient à chanter, de

## TWEEDE DEEL.

Wederopleiding en herclassering van de incivieken.

## HOOFDSTUK I.

## Voorwoord.

§ 1. — *Vóór 10 Mei 1940, voerde de Staat geen politiek van burgerlijke opvoeding.*

Wanneer men inlichtingen tracht te verzamelen over civisme of burgertrouw, dan valt het dadelijk op dat er dienaangaande nagenoeg geen materialen voorhanden zijn.

Terloops, wordt het woord door den eenen of anderen auteur gebruikt of wordt er aan herinnerd door een bepaald denker; doch nergens vindt men een bevrèdigende bepaling er van. Dient de uitleg daarvan gezocht in de bewering van Littré die zegde dat het is « een neologisme, hetwelk voor de eerste maal in 1835 voorkwam in het woordenboek van de Academie? » Aldus drukt Jaussetin zich uit in « L'Ecole du civisme. »

Is het om die reden dat, vóór 10 Mei 1940 — wij moeten dit openhartig bekennen — noch het woord, noch de deugden die het vertolkt, bij ons niet bijzonder in eer werden gehouden?

In de redevoering die hij heeft uitgesproken tijdens de plechtige zitting van het Krijgshof, op 17 September 1946, drukte de Auditeur-generaal, Ganshof van der Meersch, zich dienaangaande uit als volgt:

« Is het zelfs niet noodig, den moed te hebben zich af te vragen of, onder de omstandigheden die het incivisme in de hand hebben gewerkt, naast de machtige en behendige methoden van den vijand, naast de lafheid en het belang, niet het in gebreke blijven diende gerekend van den Staat wat het onderwijs in de burgerlijke en zedelijke opvoeding betreft: gebrek aan leerstelling, gebrek aan eenheid in de beginselen die er de leiding van zouden moeten hebben en die nochtans gemeen zijn aan allen die zich beroepen op het nationaal bewustzijn... »

Deze beoordeelingen worden door de feiten bevestigd.

Vóór dezen oorlog, heeft de Staat er niet voor gezorgd, bij de massa medeburgers, den vaderlandschen zin en de vaderlandsche fierheid in te prenten. Door zijn rol als beschermer van het gezin, kon hij nochtans de onontbeerlijke atmosfeer scheppen voor de ontluiking van de burgerlijke deugden. Door het toezicht op de schoolprogramma's, kon hij een onderwijs verzekeren waardoor de toewijding en de gehechtheid aan het vaderland werden verheerlijkt, en de initiatieven, de instellingen, de groepeerings begunstigen die zich tot taak hadden gesteld bij de burgers de liefde voor hun land op te wekken.

In stede daarvan, leerde men de kinderen de minst



la Brabançonne, les strophes les moins conformes à la vérité historique.

Notre histoire était mal enseignée. Quant à la connaissance de nos institutions nationales, elle restait l'apanage de l'élite et ne parvenait à la portée de la masse que sous la forme d'une loi répressive intitulée : « Loi relative à la Défense des Institutions nationales » et dont la date, du 22 mars 1940, est comme un constat de reconnaissance, par l'Etat, de sa carence dans le domaine de l'éducation civique. Une loi répressive, alors que nous avions besoin de citoyens animés de la volonté de défendre leur pays parce que, le connaissant, ils l'aimaient.

*§ 2. — Lors de l'armistice français,  
aucune instruction n'est donnée aux Belges.*

Cette absence de politique d'éducation civique plaçait le citoyen belge dans un état d'infériorité pour recevoir le choc de l'invasion d'abord, et subir l'épreuve de l'occupation ensuite.

Certes, l'adage antique demeure vrai : « à tout cœur bien né, que la patrie est chère ». Mais au désarroi des désastres militaires vint s'ajouter la confusion des directives données par le Gouvernement de l'époque.

Nous nous rappelons les prostrations, les désespoirs de combien de nos concitoyens, et des meilleurs.

Les effondrements militaires les avaient moins touchés que les déclarations résignées et sans espoir de nos gouvernants.

Qu'on se souvienne des mots d'ordre donnés par M. Pierlot, le 21 juillet 1940, à Vichy, aux Belges réfugiés en France : « Vous rentrez en Belgique avec le désir, avec la volonté de consacrer à sa restauration, votre travail, vos pensées et votre cœur. A cet effet, nous nous sommes mis en rapport avec le pouvoir occupant... »

M. le Ministre Balthazar, de son côté, signait une lettre adressée aux autorités allemandes, disant : Le Ministre des Affaires Economiques a l'honneur de demander aux autorités allemandes de permettre le retour en Belgique de M. X..., dont la présence est de nature à favoriser la reprise de l'économie.

Le 8 juin 1940 fut apposée, sur les murs de Bruxelles, une affiche, sous la signature de M. Van de Meulebroeck, où on pouvait lire : « Il est absolument nécessaire que l'activité reprenne en Belgique dans le plus bref délai... » (Annales Parlementaires n° 99, séance du 29 août 1945, p. 634).

De tous côtés, c'était le même conseil : rentrer — se remettre au travail.

Le Président d'un grand parti politique soulignait de son autorité ces avis et passait à d'odieuses réalisations : épousant la politique de l'occupant, il invitait ses amis et la population toute entière à adhérer à l'ordre nouveau.

met de la historique waarheid overeenstemmende strophen uit de « Brabançonne » zingen.

Onze geschiedenis werd slecht aangeleerd. Met de kennis van onze nationale instellingen, was slechts de elite vertrouwd; zij kwam slechts in het bereik van de massa onder het uitzicht van een beteugelingswet, genaamd : « Wet betreffende de verdediging van de Nationale instellingen », en waarvan de datum, 22 Maart 1940, als de erkenning uitmaakt, door den Staat, van zijn in-gebrek-blijven op het gebied van de burgerlijke opvoeding. Een beteugelingswet terwijl wij behoefte hadden aan burgers bezielde met den wil om hun vaderland te verdedigen omdat zij het kenden en daarom liefhadden.

*§ 2. — Bij den Franschen wapenstilstand  
werd aan de Belgen geen enkele onderrichting gegeven.*

Door de afwezigheid van iedere politiek van burgerlijke opvoeding, bevond de Belgische burger zich in een toestand van minderwaardigheid, vooreerst om den schok van den inval op te vangen en, vervolgens, om de beproeving van de bezetting te doorstaan.

Zeker, de spreuk der Ouden : « Al wie het hart op de rechte plaats draagt, heeft het vaderland lief », blijft waar. Maar bij de ontreddeering, ten gevolge van de militaire rampen, voegde zich nog de verwarring van de door de toenmalige Regeering gegeven richtlijnen.

Wij herinneren ons de verslagenheid en de wanhoop van zoovelen onzer medeburgers, en van de besten.

De militaire ineenstorting hadden hen minder geschokt dan de verklaringen, vol berusting en zonder hoop, van onze regeerders.

Men herinnere zich de wachtwoorden door den heer Pierlot, op 21 Juli 1940, te Vichy, gegeven aan de naar Frankrijk uitgeweken Belgen : « Gij keert naar België terug met het verlangen, met den wil om uw werk, uw gedachten en uw hart te wijden aan zijn herstel. Wij hebben ons, met dat doel, in verbinding gesteld met de bezettende overheid... »

Van zijn kant ondertekende de heer Minister Balthazar een brief, aan de Deutsche overheden gericht, waarin stond : « De Minister van Economische Zaken heeft de eer aan de Deutsche overheden te vragen, toelating te geven tot den terugkeer in België van den heer X..., wiens tegenwoordigheid van dien aard is dat ze de herneming van het economisch leven in de hand kan werken. »

Op 8 Juni 1940, verschenen op de muren van de stad Brussel plakbrieven, die de handteekening droegen van den heer Van de Meulebroeck en waarop men kon lezen : « Het is volstrekt noodzakelijk, dat de bedrijvigheid in België zoo spoedig mogelijk worde hervat... » (Parlementaire Handelingen n° 99, vergadering van 29 Augustus 1945, blz. 634.)

Van alle kanten, werd de zelfde raad gegeven : keer terug — ga weer aan het werk.

De voorzitter van een groote politieke partij steunde die adviezen met zijn gezag en ging over tot hatelijke verwezenlijkingen : hij maakte de politiek van den vijand tot de zijne en noodigde zijn vrienden en de gansche bevolking uit tot de nieuwe orde toe te treden.

Si on relit les textes des arrêtés pris par les Ministres en France, du 28 mai 1940 au 29 août 1940, on pénètre davantage encore le désarroi d'une époque, riche en contradictions, et pauvre en décisions.

Le 28 mai 1940, un arrêté pris à Poitiers constate l'impossibilité pour le Roi de régner.

Un autre arrêté, du même jour, modifie la formule exécutoire des arrêts et jugements des Cours et Tribunaux, des ordonnances, mandats de justice et de tous actes comportant exécution parée. (Cet arrêté ne fut, au reste, jamais appliqué par les Cours et Tribunaux de Belgique).

Le 10 juin 1940, un arrêté, pris à Poitiers, détermine la formule du serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831 : mais le 23 août 1940, à Vichy, tout est changé et les arrêtés du 28 mai et du 10 juin sont abrogés.

Dans ce fantastique tourbillon d'événements démesurés pour les hommes, nos ministres étaient emportés et suivaient le mouvement que leur imprimait la spirale, réagissant au gré de leur émotion.

Et comme si vraiment la date réservée au jour anniversaire des fêtes nationales devait être consacrée par une action gouvernementale, un arrêté du 14 juillet 1940, pris à Vichy, supprime les conseils de guerre en campagne, institués antérieurement au 1<sup>er</sup> juin 1940, pour en organiser de nouveaux.

On comprend fort bien la suppression des conseils de guerre institués avant le 1<sup>er</sup> juin 1940. Pendant la campagne des 18 jours ils n'ont, du reste, pas siégé. Le 18 mai 1940, soit 10 jours avant la capitulation, l'auditorat militaire abandonnait l'armée et passait en France avec codes et bagages.

Mais ce qui paraît défier tout bon sens, ce fut d'instituer de nouveaux conseils de guerre, qui furent à ce point désarçonnés qu'ils ont été jusqu'à poursuivre et condamner pour désertion des soldats qui quittaient l'armée belge pour rejoindre la R.A.F.

Tels sont, en bref, les faits historiques illustrant l'abandon dans lequel se trouvaient nos compatriotes.

L'occupant qui, cette fois, a revu ses armes, adapté ses moyens de propagande, tantôt flatte, tantôt se représente comme magnanime protecteur des faibles laissés pour compte, au milieu du champ de bataille de la Belgique, par les autorités en fuite et réfugiées en France. L'ennemi sollicite l'appui de ses foudroyantes victoires et invite les Belges à se remettre au travail. Mal préparé à subir le contact de l'occupant, balotté, sans instructions, ou plutôt n'en ayant reçu que de mauvaises, le citoyen belge deviendra une proie facile pour la propagande allemande, secondée par quelques traîtres qui, déjà avant l'occupation, avaient lié leur cause à celle de l'ennemi.

Wanneer men de teksten herleest van de besluiten, die door de Ministers in Frankrijk, tusschen 28 Mei en 29 Augustus 1940 werden genomen, begrijpt men nog beter de ontredde van een tijdperk, dat rijk was aan tegenstrijdigheden en arm aan beslissingen.

Op 28 Mei 1940, stelt een te Poitiers genomen besluit de onmogelijkheid voor den Koning vast om te regeeren.

Een ander besluit van denzelfden datum, wijzigt het formulier van uitvoering der arresten en vonnissen van de Hoven en Rechtbanken, der beschikkingen, gerechtelijke bevelen en alle akten van dadelijke uitwinning (dit besluit werd overigens nooit door de Hoven en Rechtbanken in België toegepast).

Een op 10 Juni 1940 te Poitiers genomen besluit, bepaalt het door het decreet van 20 Juli 1831 voorgeschreven eedformulier, maar op 23 Augustus 1940, te Vichy, wordt alles veranderd, en de besluiten van 28 Mei en van 10 Juni 1940 worden ingetrokken.

Onze ministers werden meegesleurd in dien fantastischen maalstroom van gebeurtenissen waar tegenover zij machteloos stonden, en waarvan zij de speelbal werden, nog slechts reageerend volgens hun gemoedsbewegingen.

En, alsof de datum, die voor den verjaardag der nationale feesten is voorbehouden, waarlijk door een regeeringsdaad moest vereenigd worden, schaft een te Vichy op 14 Juli 1940 genomen besluit de vóór 1 Juni 1940 opgerichte krijgsraden te velde af, om er nieuwe in te richten.

Men begrijpt heel goed de afschaffing van de vóór 1 Juni 1940 opgerichte krijgsraden. Tijdens den achttien-daagschen veldtocht hebben zij overigens niet gezeteld. Op 18 Mei 1940, hetzij 10 dagen vóór de capitulatie, liet het krijgsauditoraat het leger in den steek en nam de wijk naar Frankrijk met wetboeken en bagage.

Maar wat alle gezond verstand schijnt te tarten, is het feit dat nieuwe krijgsraden werden opgericht, die zoozeer de kluts kwijtraakten dat zij zelfs soldaten, die het Belgisch leger verlieten om zich bij de R. A. F. te vervoegen vervolgden en wegens desertie veroordeelden.

Dit zijn, in 't kort, de geschiedkundige feiten die een duidelijk beeld geven van de verlatenheid waarin onze landgenooten zich bevonden.

De bezetter die, ditmaal, zijn wapens heeft herzien en zijn propagandamiddelen aangepast, vleit nu eens, en werpt zich dan weer op tot grootmoedig beschermmer van de zwakken, die door de vluchtende en naar Frankrijk uitgeweken overheden op het slagveld van België aan hun lot waren overgelaten. De vijand voelt zich sterk door zijn verpletterende overwinningen en noodigt de Belgen uit zich weer aan het werk te zetten. Slecht voorbereid op dit contact met den bezetter, heen en weer geslingerd, zonder onderrichtingen — of liever, slechts slechte onderrichtingen ontvangen hebbend —, wordt de Belgische burger een gemakkelijke prooi voor de Deutsche propaganda, bijgestaan door enkele verraders die, reeds vóór de bezetting, gemeene zaak met den vijand hadden gemaakt.

La population belge était livrée à l'ennemi, sans autre défense que sa conscience, sans autre discipline que celle qui lui était propre.

Alors s'expliquent bien des errements, bien des faux-pas.

Foule d'égarés qui ne furent ni défendus contre leur faiblesse, ni éclairés par ceux dont c'était la mission.

Et, malgré tout cela, la très grande majorité des Belges a résisté magnifiquement et dignement à l'occupant.

### § 3. — Incapacité du Gouvernement, en 1945, d'assurer la répression

On pouvait espérer que, tenant compte des leçons de 1940, le Gouvernement belge de Londres organiserait la répression avec fermeté, mesure et sang-froid.

Il n'en fut rien.

Développant, le 29 août 1945, au Sénat, une interpellation au Ministre de la Justice, l'honorable sénateur, M. Pholien, disait : « Si vous permettez, je vais vous lire deux paragraphes du texte du rapport que j'ai envoyé à Londres, fin 1942 : La répression pose pour la Belgique le problème de politique intérieure le plus grave que la Belgique ait jamais connu. Pourquoi ?... »

... En raison de la multiplicité des coupables ; en raison de la gamme extrêmement nuancée dans les degrés de la culpabilité, qui va de l'esprit de trahison proprement dit et sans excuse à la faiblesse presque excusable, en passant par l'imputabilité de certains faits inspirés par le désir de rechercher le moindre mal ou encore par une erreur de diagnostic dans ce qui devait être le bien du pays ou encore par le mirage d'un idéal haïssable ou par l'espoir de soulager matériellement une misère.

Ce qui rendra le problème poignant, c'est que certains actes identiques dans leur manifestation procèdent chez les uns d'un esprit de trahison, chez d'autres du fait du lucre et du confort ; chez certains d'un vice de jugement résultant du trouble des esprits ; chez beaucoup, du caractère imprévu d'une situation qui, suivant le mot de Napoléon dans sa proclamation au golfe Juan « a dépassé les organisations humaines » et, enfin, reconnaissons-le, par suite de mots d'ordre des autorités responsables. »

J'écrivais encore :

« Mais parmi les écueils à éviter, nous noterons :

1° le danger d'une répression trop molle qui aurait pour conséquence d'énervier le sentiment national et de provoquer l'essor de vengeances privées et de mouvements de guerre civile ;

2° le danger d'une répression trop généralisée qui au-

De Belgische bevolking was aan den vijand overgeleverd, zonder andere verdediging dan haar zelfbewustzijn, zonder andere leiding dan deze die zij in zich zelf vond.

Aldus kan men een verklaring vinden voor vele dwalingen, vele misstappen.

Een massa verdwaalden, die niet werden beschermd tegen hun zwakheden, noch voorgelicht door diegenen die deze taak dienden te vervullen.

En ondanks dit alles, heeft de overgrote meerderheid van de Belgen op prachtige en waardige wijze weerstand geboden aan den bezetter.

### § 3. — Onbekwaamheid vanwege de Regeering van 1945 om de bestraffing te verzekeren.

Men mocht de hoop koesteren, dat de Belgische Regeering te Londen, rekening houdend met de lessen van 1940, op krachtdadige, omzichtige en koelbloedige wijze zou overgaan tot de inrichting van de bestraffing.

Dit is geenszins het geval geweest.

Tijdens zijn interpellatie tot den Minister van Justitie, drukt de achtbare Senator, de heer Pholien, zich op 29 Augustus 1945 in den Senaat uit als volgt : « Zoo U het toelaat, zal ik U twee paragrafen voorlezen uit den tekst van het verslag dat ik, einde 1942, naar Londen heb gestuurd : De bestraffing plaatst België vóór het ernstigste vraagstuk van binnenlandsche politiek dat het ooit heeft gekend ? Waarom ?... »

Wegens het groote aantal schuldigen ; wegens de buitengewone schakeeringen welke die schuld vertoont, gaande van den eigenlijken en niet te verontschuldigen geest van verraad tot de nagenoeg vergeeflijke zwakheid, met daartusschen de toerekenbaarheid van bepaalde feiten ingegeven door den wensch het minste kwaad te doen of nog door een verkeerde diagnose in verband met wat nuttig moest zijn voor het land of ook nog door het zinsbedrog van een hatelijk ideaal of door den wensch een materiëlen nood te lenigen.

Wat aan het vraagstuk een pijnlijk uitzicht zal geven, is het feit dat zekere daden, die identiek zijn in hun uiting, bij de eenen uitgaan van een verradersgeest, bij anderen, van de zucht naar winstbejag of comfort, bij sommigen van een edelmoedigen geest, bij anderen van een beoordeelingsgebrek dat het gevolg is van de geestesverwarring ; bij velen, van den onvoorziene aard van een toestand die, naar het woord van Napoleon in zijn proclamatie in de golf van Juan « de menschelijke organisaties heeft voorbijgestreefd », en, ten slotte, laten wij het bekennen, ten gevolge van de ordewoorden van de verantwoordelijke autoriteiten. »

Ik schreef verder :

« Maar onder de te vermijden klippen stippen wij aan :

1° het gevaar voor een te zachte bestraffing die ten gevolge zou hebben het nationaal gevoelen te ontzenuwen en de ontluiking in de hand te werken van private wraaknemingen en burgeroorlogsche bewegingen ;

2° het gevaar voor een te veralgemeende bestraffing, die

rait pour effet de décapiter le pays de ses élites, alors que les éléments de remplacement ne sont guère révélés;

3° le danger d'une répression brutale et maladroite, qui, en faisant des martyrs réels ou apparents, aurait pour effet de provoquer dans l'opinion belge généralement équilibrée une réaction de nature à faire échapper une partie des plus coupables;

4° le danger de faire apparaître vis-à-vis de l'étranger la nation belge comme ayant dans l'ensemble manqué de patriotisme et d'atténuer chez les puissances victorieuses le dogme de la nécessité d'une Belgique indépendante. »

Ces pensées, Messieurs, je les ai méditées; je les relis après trois ans, après les événements heureux de notre libération. Je n'y change pas une ligne. »

Propos pleins de bons sens et réunissant les principes d'une politique raisonnable dans la poursuite des infractions commises à l'occasion de la guerre.

Mais il n'en fut tenu aucun compte. Et, comme le dit l'honorable Sénateur, son rapport s'est perdu avec toute la documentation qui ne venait pas des informateurs patentés.

En fait, le Gouvernement de Londres, par arrêté du 26 mai 1944, reprenant les termes de la loi du 19 juillet 1934, confia aux juridictions militaires la connaissance des crimes et délits commis à l'occasion de la guerre contre la sûreté extérieure de l'Etat.

Ce fut une erreur, parce que les juridictions militaires n'existant plus en Belgique, il fallut, de toutes pièces, les organiser.

Le personnel des auditorats militaires fut recruté sans garanties quant à la compétence.

On vit de jeunes substituts de l'Auditeur Militaire, sans formation professionnelle ni expérience, réunir tous les pouvoirs de Procureur du Roi, de Juge d'Instruction, de Chambre du Conseil, de Ministère Public à l'audience.

On a voulu faire vite, on est allé à travers tout.

Tout comme au 10 mai 1940, on a procédé sans discernement ni discrimination à des arrestations.

Lors de l'invasion du pays, je connais le cas d'un fonctionnaire qui est arrêté sous prétexte que sa femme est d'origine allemande, mais celle-ci est laissée en liberté. Un héros de l'autre guerre jouissant de l'estime de ses concitoyens est lui aussi appréhendé. Un troisième qui a le malheur de porter le même nom qu'un misérable, au service de l'ennemi, est victime de l'homonymie et connaît comme les deux précédents l'évacuation en France dans des wagons à bestiaux. Libérés par l'avance des armées allemandes, ils rentrent en Belgique où, pendant toute la

tot uitslag zou hebben, het land van zijn elites te berooven, terwijl de vervangingselementen zich nagenoeg niet hebben ontpopt;

3° het gevaar voor een te hardvochtige en onhandige bestraffing, die, door werkelijke of schijnbare martelaars te maken, tot uitslag zou hebben, bij de in 't algemeen evenwichtige Belgische opinie een reactie uit te lokken, van dien aard dat een gedeelte van de schuldigen zou ontsnappen;

4° het gevaar dat men, tegenover het buitenland, de Belgische natie zou voorstellen als hebbend, in haar geheel, tekortgekomen aan vaderlandsliefde, en aldus bij de zegevierende mogendheden het dogma zou verzwakken bestaande in de noodzakelijkheid van een onafhankelijk België.

Die gedachten, Mijne Heeren, heb ik overwogen; ik herlees ze na drie jaar, na de gelukkige gebeurtenissen die ons tot de bevrijding hebben geleid. Ik heb er geen zin aan te veranderen. »

Het zijn gezegden die steunen op het gezond verstand en die de beginselen vereenigen van een redelijke politiek bij het vervolgen van de misdrijven die werden gepleegd bij gelegenheid van den oorlog.

Maar men heeft er geenszins rekening mede gehouden. En, zooals de achtbare Senator zegde, is zijn verslag verloren gegaan met gansch de documentatie die niet van gepatenteerde zegsmannen kwam.

In feite, heeft de Regeering van Londen, bij besluit van 26 Mei 1944, hetwelk de bewoordingen overnam van de wet van 19 Juli 1934, aan de militaire rechtsmachten opgedragen, kennis te nemen van de misdaden en wanbedrijven die bij gelegenheid van den oorlog tegen de uitwendige veiligheid van den Staat werden gepleegd.

Dit was een vergissing, aangezien, door het feit, dat de militaire rechtsmachten in België niet meer bestonden, deze, geheel en al, dienden ingericht.

Het personeel der krijgsauditoraten werd aangeworven zonder waarborg wat zijn bevoegdheid betrof.

Men heeft aldus jonge substituten van den Krijgsauditeur gezien, zonder beroepsvorming noch ondervinding, die ter terechtzitting de gezamenlijke bevoegdheden in handen hadden van den Procureur des Konings, van den Onderzoekrechter, van de Raadkamer, van het Openbaar Ministerie.

Men heeft snel willen te werk gaan, men is dwars door alles heen gegaan.

Zooals op 10 Mei 1940, is men zonder onderscheid noch doorzicht overgegaan tot aanhoudingen.

Bij den inval van het land, is mij het geval bekend van een ambtenaar die werd aangehouden, onder voorwendsel dat zijn vrouw van Duitschen voorsprong was, doch deze laatste werd niet verontrust. Een held uit den vorigen oorlog, die de achting van zijn medeburgers genoot, werd ook in hechtenis genomen. Een derde, die het ongeluk heeft denzelfden naam te dragen, wordt het slachtoffer van die homonymie en maakt, evenals de twee vorigen, de ontruiming naar Frankrijk, in beestenwagens mee. Zij worden bevrijd door den opmarsch der Deutsche legers

guerre, ils ont une conduite irréprochable. Cela n'empêchera pas le premier d'être à nouveau arrêté à la libération, maintenu en détention pendant plusieurs semaines, sous prétexte que sa femme est d'origine allemande, et, cette fois encore, celle-ci ne fut pas arrêtée.

La poursuite des infractions par les juridictions militaires fut une erreur, parce qu'elle soumit le pays au régime de la douche écossaise. On a institué une procédure secrète et unilatérale, comme on n'en a jamais connue en Belgique. On arrête les gens, puis on les relâche. L'opinion publique n'y comprend plus rien. En effet, si on arrête quelqu'un, c'est qu'il est coupable, si on le relâche, c'est une faveur.

La légèreté apportée dans certaines arrestations constitue un des éléments qui a le plus contribué à énerver le prestige de la justice aux yeux de l'opinion publique, sans tenir compte des conséquences qu'elles ont pu avoir sur l'honneur des personnes qui en étaient victimes.

L'attribution à la juridiction militaire des infractions commises contre la sûreté de l'Etat fut une erreur, parce que nous avions un corps judiciaire mieux préparé, plus expérimenté, et je dirais volontiers, tout désigné pour entreprendre cette tâche gigantesque de la répression.

Sans doute, il faut rendre hommage à la bonne volonté et au dévouement des auditeurs militaires, qui se sont attelés à une œuvre énorme. Mais ceci n'affaiblit en rien les remarques qui précèdent.

Il fallait laisser à la justice militaire compétence pour juger les militaires, dans les limites de ses attributions normales, les augmentant des affaires d'espionnage. Mais nous pensons que les auditeurs militaires et la justice militaire n'ont aucun titre pour juger les infractions politiques et économiques.

En bref, si le citoyen belge, avant 1940, n'a pas reçu d'éducation civique et, à l'époque du désastre, n'a pas été éclairé sur la conduite à tenir sous l'occupation, on peut affirmer qu'à la libération, il n'y eut aucune politique générale organisant la répression.

#### § 4. — *Les résultats.*

Malgré toutes ces lacunes, les conseils de guerre ont poursuivi leur œuvre. Un travail important a été réalisé.

Plusieurs conseils de guerre ont tenu leur dernière audience.

Au 15 septembre 1946, la population des établissements pénitentiaires comptait 29.362 inciviques, dont 27.255 hommes et 2.107 femmes. Sur ce chiffre, on pouvait dénombrer, à cette date, 183 condamnés à mort, dont la peine était coulée en force de choses jugées (179 hommes et 4 femmes), 8.694 condamnés criminels, dont 8.345

en kwamen terug naar België waar zij zich gedurende den heelen oorlog onberispelijk gedragen. Desondanks wordt de eerste bij de bevrijding opnieuw aangehouden, en gedurende verscheidene weken opgesloten, onder voorwendsel dat zijn vrouw van Duitschen oorsprong is. Ook dit maal werd zij niet aangehouden.

De vervolging van de misdrijven door de krijgsgerechten was een vergissing, door zij het land onderwierp aan een regime van Schotsche stortbaden. Men heeft een geheime en eenzijdige rechtspleging ingesteld zooals men er nooit in België heeft gekend. Menschen worden aangehouden, vervolgens vrijgelaten. De openbare opinie begrijpt er niets meer van. Inderdaad, zoo men iemand aanhoudt, dan is dit om hij schuldig is; zoo men hem vrijlaat, dan wordt dit als een gunst beschouwd.

De lichtzinnigheid waarmede overgegaan werd tot sommige aanhoudingen is een van de factoren die het meest hebben bijgedragen tot het ondermijnen van het aanzien van het gerecht in de oogen van de openbare opinie, zonder rekening te houden met de gevolgen welke die maatregelen konden hebben voor de eer van de personen die er het slachtoffer van waren.

Door aan de militaire rechtsmacht de overtredingen toe te vertrouwen die tegen de veiligheid van den Staat werden gepleegd, werd een vergissing begaan, daar wij beschikten over een korps rechters dat beter was voorbereid, rijper was aan ondervinding en, ik ben geneigd het te zeggen, gansch aangewezen om die reusachtige taak van de bestraffing in handen te nemen.

Gewis dient hulde gebracht aan den goeden wil en aan de toewijding van de Krijgsauditeurs, die voor een onmetelijke taak werden gesteld. Doch dit doet niets af van de voorafgaande bemerkingen.

Aan de militaire rechtsmacht, diende de bevoegdheid gelaten om de militairen te vonnissen, binnen de grenzen van haar normale bevoegdheden, met toevoeging van de spionage-aangelegenheden. Doch wij zijn van meening, dat de krijgsauditeurs en het krijgsgerecht geen voldoende bekwaamheid bezitten om de politieke en economische misdrijven te vonnissen.

Kortom, zoo de Belgische burger vóór 1940 geen burgerlijke opvoeding heeft ontvangen en, ten tijde van de ramp, niet werd ingelicht over de onder de bezitting te volgen gedragslijn, dan mag ook nog worden gezegd, dat bij de bevrijding geen enkele algemeene politiek bestond tot regeling van de bestraffing.

#### § 4. — *De uitslagen.*

Ondanks al die leemten, hebben de krijgsraden hun taak voortgezet. Een belangrijk werk werd volbracht.

Talrijke krijgsraden hebben hun laatste terechtzitting gehouden.

Op 15 September 1946, telde de bevolking van onze strafgevangenissen 29.362 incivieken, waaronder 27.255 mannen en 2.107 vrouwen. Daaronder waren, op dien datum, 183 terdood veroordeelden, waarvan de straf in kracht van gewijsde was gegaan (179 mannen en 4 vrouwen), 8.694 veroordeelden voor misdaden, waaronder

hommes et 344 femmes. 6.257 condamnés correctionnels se répartissant en 5.417 hommes et 840 femmes.

Enfin, les maisons de dépôts, à titre de passagers ou de transferts, avaient une population de 781 hommes et 8 femmes.

Quant aux maisons d'arrêt, elles comptaient 12.533 hommes et 906 femmes, soit détenus, ou condamnés, en instance d'appel ou de cassation.

De cette énumération, une constatation s'impose.

A la libération, plus de 70.000 Belges furent arrêtés.

Sans doute dans ce chiffre figurent, pour une fraction importante, les internés appréhendés en vertu de l'arrêté d'octobre 1918, et qui furent progressivement relâchés. Mais combien parmi ces personnes arrêtées le furent injustement et remises en liberté que plusieurs semaines, voire plusieurs mois après leur arrestation, sans avoir d'autre possibilité de prouver leur innocence au public que la production d'un laisser-passer délivré par l'auditeur militaire ou les commissions administratives, et dont la vertu réhabilitante, il faut le dire, est loin d'être décisive.

A l'heure actuelle pèse encore sur beaucoup de ces innocents les soupçons de l'opinion publique qui s'étonne de ne pas les voir frappés de la déchéance de leurs droits civils et politiques. Nous porterons encore longtemps ce cancer au flanc. Et, en fin de compte, c'est la confiance du justiciable dans la justice qui en souffre préjudice.

Pour être complet et démontrer l'ampleur des mesures d'information, d'instruction ou de poursuites entreprises, il sied de signaler que plus de 310.000 dossiers furent notifiés.

De nombreuses ordonnances de non-lieu intervinrent, plusieurs dizaines de milliers d'affaires furent classées sans suite, notamment en matière de collaboration économique (du 1<sup>er</sup> août 1945 à mai 1946, 53.190 dossiers furent classés sans suite).

Mais si un jour on ose écrire dans quelles circonstances invraisemblables des affaires furent inscrites, nul ne voudra voir, dans cet excès, le peuple belge, connu dans son histoire pour son bon sens et sa modération.

Il fallait une répression, il n'était pas possible que les chefs, les meneurs, les recruteurs, les dénonciateurs, les complices des cruautés et des brutalités de l'ennemi sur nos concitoyens, les fournisseurs des armées ennemies — mais en donnant à cette qualité sa véritable et juste définition — puissent échapper à un sévère et mérité châtement.

Mais nous pensons qu'en condamnant à mort ou à per-

8.345 mannen en 344 vrouwen. 6.257 veroordeelden tot correctionele straffen zijn onderverdeeld in 5.417 mannen en 840 vrouwen.

Ten slotte, bestond de bevolking van de doorgangshuizen uit 781 mannen en 8 vrouwen.

In de arresthuizen bevonden zich 12.533 mannen en 906 vrouwen, hetzij gedetineerden, of veroordeelden, waarvan het beroep of de voorziening in verbreking ahangig was.

Bij deze opsomming, dient een vaststelling gedaan.

Bij de bevrijding, werden meer dan 70.000 Belgen aangehouden.

Het lijkt geen twijfel, dat onder dit aantal, voor een ruim deel, de geïnterneerden voorkomen, die krachtens het besluit van October 1918 in hechtenis werden genomen en trapsgewijze opnieuw worden vrijgelaten. Doch hoevelen onder die personen werden niet ten onrechte aangehouden en slechts verscheidene weken, zelfs verscheidene maanden na hun aanhouding, terug in vrijheid gesteld, zonder een andere mogelijkheid te hebben om hun onschuld aan het publiek te bewijzen dan het vertoon van een vrijgeleide afgeleverd door den krijgsauditeur of door de administratieve commissies, en waarvan de waarde, dit dient gezegd, als blijk van eerherstel verre van afdoende is.

Op het huidig oogenblik, drukken nog op velen van die onschuldigen de verdenkingen van de openbare opinie, die er zich over verwondert dat de belanghebbenden niet vervallen werden verklaard van hun burgerlijke en politieke rechten. Wij zullen nog lang dien kanker in ons binnenste dragen. En, ten slotte, wordt aldus het vertrouwen geschokt van den rechtsonderhoorige ten opzichte van het gerecht.

Om volledig te zijn en om den omvang aan te toonen van de ingestelde gerechtelijke onderzoeken en vervolgingen, past het er op te wijzen, dat 310.000 dossiers met aantekeningen werden voorzien.

Talrijke personen werden van rechtsvervolgung ontslagen, tienduizenden rechtzaken werden zonder gevolg gerangschikt, inzonderheid in zake economische collaboratie (van 1 Augustus 1945 tot Mei 1946, werden 53.190 dossiers zonder gevolg gerangschikt).

Maar zoo men het op een zeker oogenblik zal aandurven te schrijven in welke ongelooflijke omstandigheden rechtzaken werden ingeschreven, dan zal niemand, in die buitensporigheid, het Belgische volk willen zien, dat in zijn geschiedenis bekend staat voor zijn gezond verstand en zijn gematigdheid.

Repressie was noodzakelijk. Het mocht niet gebeuren dat de aanvoërders, de leiders, de wervers, de verklikkers, de medeplichtigen aan de wreedheden en brutaliteiten van den vijand op onze medeburgers, de leveranciers van de vijandelijke legers — met dien verstande dat daarvan een juiste en rechtvaardige bepaling werd gegeven — aan een strenge en verdiende bestraffing zouden ontsnappen.

Maar wij zijn van oordeel, dat men door de veroordee-

pétuité, comme ce fut le cas des N.S.K.K., pauvres lampistes, poussés par la misère et l'ignorance, on a passé la mesure.

Septante-six mille poursuites pour collaboration militaire, paramilitaire, furent engagées. S.S., N.S.K.K., Fabrikswacht, etc...

Parmi ces 76.000 collaborateurs, il en est de misérables sur qui doit s'abattre une répression sans pitié.

Mais, à côté, il y a la masse.

Qu'allons-nous en faire? Membres de l'armée allemande, ils doivent être détenus comme prisonniers de guerre. Mais cette détention prendra fin un jour.

Comme membres de la communauté belge qu'ils ont trahie à des degrés divers, ils sont punis. Mais un jour, pour la majorité, leur peine prendra fin, si elle n'est déjà accomplie.

Qu'allons-nous en faire? Fardeau énorme!

Il faut éviter de constituer au sein du pays un noyau d'ingouvernables qui serait une menace permanente pour notre société.

C'est tout le problème de la rééducation et du reclassement des inciviques.

Que cette fois, au moins, l'Etat domine la question, que nos gouvernants s'en préoccupent.

Nous n'avons pas eu de politique d'éducation civique, ni de politique générale de la répression, « sauvons ce qui peut être sauvé », en ayant une politique bien définie de rééducation et de reclassement des inciviques.

## CHAPITRE II.

### Rééducation et reclassement des inciviques.

Une remarque préliminaire s'impose.

Le problème de la rééducation et du reclassement des inciviques ne doit pas être considéré comme une mesure inavouée et hypocrite d'amnistie.

Bien au contraire, c'est parce qu'il faut éviter avant tout qu'un jour on ose parler d'amnistie, qu'il faut prendre des mesures pour la rendre impossible.

Pourquoi faut-il, coûte que coûte, écarter une loi d'amnistie?

Tout simplement parce que cet acte législatif enlève aux faits amnistiés leur caractère de crime ou de délit, en efface les conséquences pénales, abolit les poursuites intentées, rend irrecevables toutes poursuites nouvelles, anéantit les condamnations prononcées. Autrement dit, pour le domaine qui nous occupe plus spécialement, l'amnistie équivaldrait à dire, soit que le législateur s'est trompé en érigeant en crimes et délits les faits amnistiés,

ling ter dood of tot levenslang, zooals dit het geval is geweest voor N.S.K.K. ers, arme drommels die door ellende en onwetendheid werden gedreven, de maat heeft overschreden.

Zes en zeventig duizend vervolgingen werden ingesteld wegens militaire of para-militaire medewerking: S.S., N.S.K.K., Fabrikswacht, enz.

Onder die 76.000 collaborateurs, bevindt zich een zeker aantal ellendelingen die door een meedoogenlooze repressie dienen getroffen.

Maar daarnaast, blijft nog de groote massa.

Wat gaan me er mede doen? Als leden van het Duitse leger, dienen zij als krijgsgevangenen in hechtenis gehouden. Maar eens zal die hechtenis een einde nemen.

Als leden van de Belgische gemeenschap, die zij, in verschillende graden verraden hebben, worden zij gestraft. Maar voor de meerderheid onder hen zal die straf eens een einde nemen, zoo zij niet reeds afgeloopen is.

Wat gaan wij er mede beginnen? Het is een geweldige last!

Men moet vermijden in den schoot van het land een kern van onregeerbaren te vormen, die een voortdurende bedreiging voor onze maatschappij zou zijn.

Daar ligt gansch het vraagstuk der heropvoeding en reclasseering der incivieken.

Moge de Staat, ditmaal ten minste, het vraagstuk meester blijven, dat onze regeerders er werk van maken.

Wij hebben geen politiek gehad van burgerlijke opvoeding, geen algemeene repressiepolitiek, « reddten wij wat er nog te reddten is », door het nastreven van een vast omlijnde politiek inzake heropvoeding en reclasseering der incivieken.

## HOOFDSTUK II.

### Heropleiding en reclasseering van de incivieken.

Een voorafgaande opmerking is hier aangewezen.

Het vraagstuk van de heropleiding en de reclasseering van de incivieken dient niet beschouwd als een verborgen en huichelachtige amnestiemaatregel.

Het is, integendeel, daar men vooral dient te voorkomen dat men op een dag over amnestie zou durven spreken, dat maatregelen dienen genomen om ze onmogelijk te maken.

Waarom dient, te allen prijze, een amnestiewet te worden uitgesloten?

Eenvoudig omdat, door die wetgevende daad aan de geamnestieerde feiten hun uitzicht van misdaad of delict wordt ontnomen, de strafgevolgen er van worden uitgeschoot, de ingestelde vervolgingen vervallen, alle nieuwe rechtsvervolgingen onmogelijk worden gemaakt en alle uitgesproken veroordeelingen worden teniet gedaan. Met andere woorden, wat het gebied betreft waarover wij het bijzonder hebben, zou amnestie gelijkstaan met te zeggen,



soit que le pouvoir judiciaire a failli à sa mission en appliquant la loi.

La mesure de clémence serait interprétée comme un signe de faiblesse, enhardissant les méchants et accablant les bons et fidèles citoyens.

Rééduquer et reclasser est une entreprise digne de la patrie. C'est une œuvre qui postule dans la masse des citoyens, une conception élevée du civisme et du patriotisme.

Tous ceux que préoccupe l'avenir du pays, débarrassés de toute arrière-pensée politique ou partisane, et qui ont abordé ce problème, sont unanimes à déclarer que l'amendement des coupables et leur réhabilitation est une tâche dont la société ne doit pas se désintéresser.

Le regretté Louis Braffort, notre vénéré bâtonnier, assassiné par des traîtres à la solde de l'ennemi, écrivait dans son *Essai de Contribution à l'Evolution du Droit Pénal* (Editions Larcier, 1929, p. 27) :

« Il est clair que le pouvoir répressif de la société ne peut dépasser la fin qui la justifie elle-même. Et, dès lors, le bien temporel doit rester la NORME, c'est-à-dire la condition et la mesure de l'œuvre répressive.

Comme, d'autre part, la société est une institution HUMAINE, et nullement un organisme physique, la répression ne peut s'exercer que d'une façon humaine, c'est-à-dire suivant les lois psychologiques et morales qui gouvernent toute activité humaine, privée ou publique. Et, dès lors, l'œuvre répressive sera conduite avec intelligence et prudence, et en tenant compte des principes supérieurs de justice, d'équité, de charité qui constituent la règle fondamentale des relations humaines, aussi bien dans les rapports de l'autorité publique avec les sujets que dans les rapports des individus entre eux. L'autorité publique doit se souvenir, même lorsqu'elle se défend par des mesures répressives, que sa mission n'est pas seulement de sauvegarder le bien commun, mais de le promouvoir dans la mesure du possible.

Ainsi donc, l'exercice de ce droit de défense sociale, qui est un devoir de justice de l'Etat envers la collectivité, doit demeurer, en fait, un acte juste, et, dès lors, tenir compte, dans toute la mesure du possible, des devoirs de justice et même de charité ou d'assistance de la société envers tout être humain, y compris l'agresseur, qui reste toujours, malgré tout, un sujet de droit, un membre du corps social.

Aussi la société doit-elle avoir pour préoccupation constante d'amender le coupable, c'est-à-dire le ramener au bien, de le réadapter à la société en usant d'une fermeté tempérée de bonté et d'indulgence, voire parfois en allant jusqu'au pardon.

hetzij dat de wetgever zich heeft vergist door als misdaden en wanbedrijven de geamnestieerde feiten te bestempelen, hetzij dat de rechterlijke macht aan haar taak is tekort gekomen bij de toepassing van de wet.

De genademaatregel zou worden beschouwd als een teken van zwakheid, waardoor de slechten zouden worden aangespoord en de goede en getrouwe burgers worden ontmoedigd.

De heropleiding en reclasseering maken een werk uit, dat waardig is voor het vaderland. Het is een werk dat bij de massa medeburgers een verheven opvatting van burgertrouw en vaderlandsliefde laat onderstellen.

Al diegenen die begaan zijn om 's lands toekomst, ontdaan van alle politieke of partijdige bijbedoeling, en die dit vraagstuk hebben voor oogen genomen, zijn het eens om te verklaren, dat de verbetering van de schuldigen en hun eerherstel een taak is waarvoor de maatschappij geen gebrek aan belangstelling mag betoonen.

De betreurde Louis Braffort, onze vereerde stafhouder, vermoord door verraders die in dienst stonden van den vijand, schreef in zijn *Essai de Contribution à l'Evolution du Droit* (Larcier, 1929, blz. 27) :

« Het behoeft geen betoog, dat de beteugelende macht van de maatschappij niet verder mag reiken dan het doel waardoor zij zelf wordt gerechtvaardigd. Derhalve, moet het tijdelijk welzijn de NORM blijven, of, met andere woorden, de voorwaarde en de maat, in acht te nemen bij het bestraffingswerk.

Daar, anderzijds, de maatschappij een MENSCHELIJKE instelling is, en geenszins een stoffelijk organisme, kan de repressie slechts worden doorgevoerd op een menselijke wijze, dit wil zeggen volgens de psychologische en morele wetten die ten grondslag liggen aan elke menselijke bedrijvigheid, private of openbare. De repressie moet derhalve geleid worden met begrip en voorzichtigheid, rekening houdend met de hogere grondbeginselen van rechtvaardigheid, billijkheid en naastenliefde die den hoofdregel uitmaken voor de menselijke betrekkingen, zoowel van de openbare overheid met de onderdanen als van de enkelingen onder elkander. Zelfs wanneer zij zich verdedigt door beteugelingsmaatregelen dient de openbare overheid indachtig te zijn dat haar zending er niet alleen in bestaat het algemeen welzijn te behoeden, maar dit zooveel mogelijk te bevorderen. »

De uitoefening van dit recht van maatschappelijk verweer, die een plicht van rechtvaardigheid is van den Staat jegens de gemeenschap, moet dus in feite een rechtvaardige daad blijven en, derhalve, in de mate van het mogelijke, rekening houden met de plichten van rechtvaardigheid en zelfs van naastenliefde of bijstand van de maatschappij jegens elk menselijk wezen, met inbegrip van den aanvaller, die altijd, ondanks alles, een rechtsonderhoorige blijft, een lid van het maatschappelijk lichaam.

De maatschappij moet er dan ook voortdurend voor bezorgd zijn den schuldige te verbeteren, d. w. z. hem tot het goede terug te brengen, hem aan de maatschappij heraan te passen, blijk gevend van een door goedheid en toegeeflijkheid getemperde vastberadenheid, die zelfs soms tot vergeving kan gaan.



A la lumière de ces principes, apparaît toute la vérité et la profondeur de la célèbre maxime de Jules Lejeune, illustrée par Mellery : SANS BONTE, LA JUSTICE FORFAIT A SA MISSION.

La clémence de l'Etat ne peut cependant jamais apparaître comme une faiblesse, dont les méchants tireraient prétexte pour redoubler d'audace et léser le bien commun; sa sollicitude envers les criminels ne peut davantage, cédant à une préférence morbide aujourd'hui trop répandue, dépasser celle qu'il accorde aux miséreux qui n'ont pas failli.

La répression est ainsi spécifiquement un acte de légitime défense sociale. Elle a ceci de particulier qu'elle ne doit pas, pour être légitime, s'exercer au moment du fait, qu'elle ne doit pas se tourner vers le passé pour exercer une vengeance ou opérer une expiation illusoire, mais que, nettement orientée vers l'avenir, elle tend essentiellement à protéger la société contre la perpétration, la répétition, l'imitation des actes antisociaux. »

Dans un article publié dans le *Journal des Tribunaux*, du 2 décembre 1945, intitulé : « Sauver ce qui peut être sauvé », M. Carlo Bronne, conseiller à la Cour d'Appel de Liège, Président du Conseil de Guerre de Namur, tenait les propos suivants : « Il ne suffit point de punir, il faut amender. Le chirurgien panse après avoir tranché. Rejeter du rang des citoyens belges qui ont douté de la Belgique, c'est faire œuvre de prudence et de justice. Envisager le moment où, leurs peines achevées, ils seront rendus à la liberté, c'est prévoir et gouverner. Il n'est pas prématuré d'examiner la manière dont les inciviques d'hier, ayant payé leur tribut à la loi, rentreront dans la cité demain, et recommenceront à vivre à côté de leurs compatriotes.

On objectera que, privés de leurs droits civils et politiques, ils seront hors d'état de nuire. Mais ne voit-on pas que, même dépourvus de voix délibératrice, ils constitueront pour l'Etat un péril grandissant, s'ils sortent de prison avec les convictions qu'ils avaient lorsqu'ils y sont entrés ? Imagine-t-on dans quel esprit élèveront leurs enfants, des parents libérés après quelques années, sans avoir reconnu leur erreur ? Ce n'est pas, comme après la guerre précédente, une poignée d'ambitieux et de ratés, qui mordraient leur frein dans un silence plein de menace, ce sont des dizaines de milliers d'hommes et de femmes aigris, non repentants et prêts à de nouvelles trahisons que l'Etat traînerait après lui comme un cancer, transmis de génération en génération.

Qu'on ne s'y trompe pas. Il ne s'agit pas ici ni d'amnistie, ni d'adoucissement de la peine. Toute considéra-

In het licht van die grondbeginselen, verschijnt ons de vermaarde stelregel van Jules Lejeune, die door Mellery beroemd is gemaakt, in zijn volle waarheid en diepte : ZONDER GOEDHEID SCHIET HET GERECHT IN ZIJN ZENDING TE KORT.

De goedertierenheid van den Staat mag, evenwel, nooit den indruk wekken van zwakheid, die de slechte als voorwendsel zouden aangrijpen om zich nog brutaler aan te stellen tot schade van het algemeen welzijn; zijn bezorgdheid voor de misdadigers mag, evenmin, toegevend aan een tegenwoordig te veel verspreide ziekelijke voorkeur, grooter zijn dan deze die hij betoont jegens de ongelukkigen die niet gefaald hebben.

De repressie is aldus, in 't bijzonder, een daad van maatschappelijke wettige zelfverdediging. Zij vertoont dit bijzonder kenmerk dat zij, om wettig te zijn, niet moet worden uitgeoefend op het oogenblik van de daad, zich niet naar het verleden moet keeren om wraak te oefenen of een denkbeeldige boetedoening op te leggen, maar dat zij, kennelijk naar de toekomst gericht, wezenlijk er toe strekt de maatschappij te beschermen tegen het bedrijven, de herhaling en de navolging van anti-maatschappelijke daden. »

In een artikel verschenen in het *Journal des Tribunaux*, op 2 December 1945, onder den titel : « Sauver ce qui peut être sauvé » (Redden wat nog te redden valt), schreef de heer Carlo Bronne, raadsheer in het Hof van Beroep, te Luik, Voorzitter van den Krijgsraad te Namen, het volgende : « Het volstaat niet te straffen, ook moet verbeterd worden. De chirurg verbindt de wond na gesneden te hebben. Door uit den rang van de Belgische burgers diegenen te verdrijven die getwijfeld hebben aan België, voert men een werk uit van omzichtigheid en rechtvaardigheid. Wanneer men het oogenblik voorziet waarop hun straffen zullen zijn voltrokken en zij terug in vrijheid zullen worden gesteld, geeft men blijk van vooruitzicht en bestuurszin. Het is niet voorbarig om na te gaan op welke wijze de incivieken van gisteren, na hun tol aan de wet te hebben betaald, in de gemeenschap van morgen zullen terugkomen en op nieuw naast hun medeburgers zullen leven.

Men zal hierbij opwerpen dat zij, beroofd zijnde van hun burgerlijke en politieke rechten, niet meer bij machte zullen zijn om te schaden. Maar ziet men niet in dat, zelfs beroofd van een beraadslagende stem, zij voor den Staat een steeds grooter wordend gevaar zullen uitmaken indien zij uit de gevangenis komen met de overtuiging die zij hadden toen zij er in werden opgesloten ? Beeldt men zich in, in welken geest de kinderen zullen worden opgevoed door ouders die na enkele jaren zullen worden in vrijheid gesteld zonder hun dwaling te hebben ingezien ? Het is niet meer, zooals na den voorgaanden oorlog, een handvol eierzuchtigen en mislukkelingen die zich in een stilte vol bedreiging zouden verbijten, doch het zijn tienduizenden verbitterde mannen en vrouwen, die niet tot inkeer zijn gekomen en bereid zijn tot nieuw verraad, die de Staat na zich zou slepen lijk een kanker, overgedragen van de eene generatie op de andere.

Men mag zich hierbij niet vergissen. Het gaat hier noch om amnestie noch om verzachting van de straf. Elke an-

tion autre que politique doit être bannie du débat pour qu'il revête toute son importance. La question, qui engage l'avenir de la nation, est de savoir s'il faut retrancher d'elle le membre malade et ne pas se soucier de la gangrène que peut engendrer une telle mutilation mal soignée, ou s'il faut tenter de la guérir, après l'intervention du scalpel. Poser le problème est le résoudre. Il importe de ramener à la communauté ceux qui ont méconnu leur devoir envers elle ».

M. l'Auditeur Général, dans le discours déjà cité, donne un avis absolument identique. « Ne doit-on pas redouter d'autant plus l'abandon dans lequel est laissé le condamné pendant qu'il subit sa peine, comme après qu'elle est expirée ? »

N'est-ce pas le devoir impérieux de l'Etat, pendant sa détention comme après sa libération, dans l'isolement ou dans le milieu dangereux où il vit, de poursuivre la rééducation du condamné ?

Et à cette œuvre qui incombe principalement aux pouvoirs publics, les Belges soucieux de l'avenir se doivent de participer. Dans ce pays où, à côté d'une minorité d'hommes et de femmes qui ont failli à leur devoir envers la Belgique, tant d'admirables citoyens ont tout risqué et souvent tout sacrifié pour défendre le patrimoine commun, ne serait-ce pas, pour ceux-ci, une noble tâche de solidarité sociale et nationale que d'assister l'Etat dans cette entreprise de relèvement qu'ils sont particulièrement qualifiés pour provoquer. »

La cause paraît entendue. L'accord est unanime.  
« Sauver ce qui peut être sauvé. »

### CHAPITRE III.

#### Comment rééduquer et reclasser ?

##### § 1. — Uniformisation des peines.

Depuis la libération, plusieurs milliers de décisions furent rendues par les conseils de guerre et les cours militaires. Ceux-ci, avec application, conscience et mérite, ont jugé les infractions enrobées dans les circonstances de temps et de lieu. Deux ans après la libération, devant les statistiques des décisions rendues, on constate que, pour des délits de même nature et se présentant dans les mêmes conditions, les peines varient, parfois considérablement, allant de la peine capitale à l'emprisonnement de trois à cinq ans, selon l'époque de la décision, ou le conseil de guerre, voire même la cour militaire qui l'a rendue.

Il y a un déséquilibre qu'il faut faire disparaître.

dere dan politieke beschouwing dient uit het debat geweerd, opdat het zijn volle belang vertoone. De kwestie, waarbij de toekomst van het land op het spel staat, is de vraag of overgegaan dient te worden tot het afsnijden van het ziek lidmaat zonder zich te bekommeren om de afsterfing die het gevolg kan zijn van zulke slecht verzorgde verminking, ofwel of dient gepoogd het te genezen, na tusschenkomst van het ontleedmes. Door het stellen van de vraag, wordt deze opgelost. Het is noodig den terugkeer tot de gemeenschap te bewerken van diegenen die hun plicht jegens haar hebben miskend. »

In de reeds aangehaalde toespraak, wordt door den heer auditeur-generaal een volkomen overeenstemmend advies uitgebracht : « Moet men niet des te meer de verwaarlozing duchten waarin de veroordeelde wordt gelaten terwijl hij zijn straf ondergaat, zoowel als wanneer zij is verstrekken ? »

Is het niet de dringende plicht van den Staat, tijdens de opsluiting zoowel als na de vrijlating, in de afzondering of in het gevaarlijk midden waarin hij leeft, de heropleiding voort te zetten van den veroordeelde ?

En aan dit werk, dat hoofdzakelijk dient vervuld door de openbare machten, moeten de Belgen die zich bekommeren om de toekomst ook deelachtig zijn. In dit land waar, naast een minderheid mannen en vrouwen die aan hun plicht ten opzichte van België zijn tekortgekomen, zoo veel bewonderenswaardige burgers alles hebben gewaagd en dikwijls alles hebben opgeofferd om het gemeenschappelijk erfgoed te verzekeren, zou daar niet, voor deze laatsten een edele taak van maatschappelijke en nationale solidariteit zijn weggedragen indien zij den Staat wilden bijstaan in deze onderneming tot zedelijke verbetering voor het bewerken waarvan zij bijzonder zijn aangewezen.

De taak lijkt afgehandeld. Men is het overal eens om te zeggen : « Redden wat nog te redden valt. »

### HOOFDSTUK III.

#### Hoe moet de heropleiding en de reclasseering geschieden ?

##### § 1. — Eenvormig maken van de straffen.

Sedert de bevrijding, werden duizenden beslissingen geveld door de krijgsraden en -hoven. Deze hebben met vlijt, bewustzijn en verdienste, de overtredingen gevonnist zooals zij zich vertoonden rekening houdend met de tijds- en plaatsomstandigheden. Twee jaar na de bevrijding, bij het inzien van de statistieken betreffende de genomen beslissingen, stelt men vast dat voor wanbedrijven van denzelfden aard, zich voordoende in dezelfde omstandigheden, de straffen verschillen, en dit soms in aanzienlijke maat, gaande van de doodstraf tot de opsluiting gedurende drie tot vijf jaar, volgens het tijdstip van de beslissing, of volgens den krijgsraad, zelfs het krijgshof waardoor de straf werd uitgesproken. Het verstoord evenwicht moet worden hersteld.

A cette fin, nous sommes techniquement armés; par le droit de grâce, il est possible d'arriver à uniformiser les peines. Pour cela, pourquoi, ne pas constituer une Commission des Grâces, composée de représentants des parquets généraux, de membres de la magistrature assise, d'auditeurs militaires, de membres des conseils de guerre et des cours militaires, les délégués des commissions royales des patronages et des commissions de tutelle.

Cette Commission des Grâces, dont les membres étant en contact non seulement avec le personnel pénitentiaire mais également avec les condamnés, disposeraient d'une information complète pour statuer sur chaque requête, en tenant compte de la gravité du délit et du comportement du condamné.

Il est entendu que, pour chaque infraction, une peine minimum serait prévue, et que l'effet de la grâce ne pourrait descendre en-dessous de celle-ci que dans des cas tout à fait exceptionnels.

## § 2. — *Amendement du coupable et réhabilitation.*

L'amendement et le repentir sont l'expression d'un état d'âme. Comme tels, ils sont l'œuvre, on pourrait dire exclusivement du condamné. Mais il appartient aussi à la société de prendre des mesures pour faire naître dans le cœur du coupable, le regret, le désir de réparer et de se réhabiliter.

### **Le personnel pénitentiaire.**

On se rend compte immédiatement du rôle important que doit jouer dans cette œuvre, le personnel pénitentiaire. C'est au cours de ses rapports constants avec les condamnés que s'opère le travail de redressement par de bons conseils, de bons exemples, etc...

De nombreuses qualités sont indispensables pour remplir cette délicate et importante mission.

Dignité de vie, probité, sens élevé de la justice, fermeté mais également compréhension et bonté. En bref, on peut dire que la qualité essentielle du personnel pénitentiaire est le sens de l'humain. Son action est moins le fruit d'une érudition que la manifestation d'un art ou d'une discipline. La virtualité de la mission du personnel pénitentiaire dépend beaucoup plus de facultés psychologiques, de l'expérience et de la valeur morale de l'agent, que de son bagage intellectuel.

Il est difficile d'influencer les sentiments d'autrui par des arguments, si l'on n'y joint la force de persuasion et même l'exemple. L'âme de l'opérateur est au premier plan dans l'action pénitentiaire. Il est beaucoup plus important de la confier à des hommes de foi qu'à des érudits.

Ceci ne veut pas dire qu'une initiation formelle est inutile. Comme le disait très justement M. Ernest Bertrand, directeur de la Prison de Louvain: « L'apôtre des pri-

Te dien einde, zijn wij technisch gewapend; door het recht van genade is het mogelijk, de straffen eenvormig te maken. Waarom zou men dan niet overgaan tot de oprichting van een Commissie voor de genadeverleeningen, bestaande uit de vertegenwoordigers van de parketten-generaal, leden van de zittende magistratuur, krijgsauditeurs, leden van de krijgswet en krijgshoven, afgevaardigden van de Koninklijke commissie der beschermingscomité's en van de voogdijcommissies.

Deze commissie voor de genadeverleeningen, waarvan de leden, door in voeling te zijn, niet alleen met het gevangenispersoneel maar ook met de veroordeelden, zouden over voldoende voorlichting beschikken om uitspraak te doen over elk rekest, rekening houdend met de ernstigheid van het delict en de gedraging van den veroordeelde.

Het is verstaan, dat voor elk misdrijf een minimum-straf zou worden voorzien, en dat de uitwerking van de genade niet beneden dit peil zou mogen dalen, dan in gansch uitzonderlijke gevallen.

## § 2. — *Verbetering van den schuldige en eerherstel.*

De verbetering en het berouw zijn de uitdrukking van een zielstoestand. Als dusdanig zijn zij, men zou kunnen zeggen het uitsluitend werk van den veroordeelde. Maar het hoort ook de maatschappij toe, maatregelen te nemen in het hart van den schuldige het leedwezen, den wensch tot herstel en tot eerherstel op te wekken.

### **Het gevangenispersoneel.**

Men zal zich dadelijk rekenschap geven van de belangrijke rol, die het gevangenispersoneel in dit werk dient te vervullen. Het is gedurende zijn bestendige betrekkingen met de veroordeelden, door middel van goede raadgevingen, stichtende voorbeelden, enz., dat hun wederopvoeding geschiedt.

Talrijke eigenschappen zijn vereischt om die kiesche en belangrijke taak te vervullen.

Waardigheid, eerlijkheid, een verheven opvatting over de rechtvaardigheid, krachtadigheid, maar eveneens begrip en goedheid. Kortom, men mag zeggen, dat de essentiele eigenschap van het gevangenispersoneel de zin voor het menselijke is. Zijn actie is minder het gevolg van geleerdheid dan wel de uitdrukking van een kunst of van een tucht. De waarde van de opdracht van het gevangenispersoneel hangt veel meer af van psychologische gaven, van de ondervinding en de morele waarde van den agent dan van zijn intellectuele bagage.

Het is moeilijk andermans gevoelens te beïnvloeden door argumenten indien de overredingskracht, en zelfs het goede voorbeeld, te kort schiet. De ziel van den heemeester komt op het voorplan bij de straoefening. Het heeft meer belang deze toe te vertrouwen aan rechtschapen menschen dan aan geleerden.

Dit wil niet zeggen, dat een formeele opleiding onnoodig is. De heer Ernest Bertrand, directeur van de Gevangenis van Leuven, verklaarde terecht: de apostel der ge-

sons doit être documenté. Nous ne sommes plus au temps où le Prince Evêque Théodore de Bavière (1744) déclarait dans une ordonnance : « Que les geôliers sachent lire et écrire avec une capacité suffisante pour tenir registre de façon pertinente. »

Il n'y a plus moyen de rester ignorant sans paraître arriéré et au-dessous de sa mission.

Il faut savoir raisonner ses méthodes. Non seulement pour les empêcher de dégénérer mais pour les défendre contre la critique et l'invasion de l'incompétence.

Nous avons visité plusieurs centres pénitentiaires.

Nous tenons à le dire tout net. Le personnel de direction est excellent, réalisant fort bien l'immensité de la tâche, mais il est dépourvu de moyens.

Le personnel de surveillance est insuffisant, de valeur fort inégale.

A côté d'agents de tout premier ordre, il en est de qualité inférieure.

Pourquoi ?

Le recrutement est rendu malaisé par suite de la modicité des traitements et de l'instabilité de l'emploi.

*Modicité du traitement* : la rémunération de base est d'environ 2.500 francs par mois.

*Instabilité de l'emploi* : les agents recrutés le sont à titre temporaire, et constamment à la merci d'un préavis de congé. Dès qu'ils peuvent trouver une place dans une entreprise privée, ils quittent la prison, leur nouvel emploi étant mieux rémunéré et plus stable.

En outre le personnel temporaire, mal payé, est inévitablement exposé aux tentatives de corruption de la part des détenus et de leur famille. Les défaillances sont cependant exceptionnelles et ce tout à l'honneur du personnel. Quels remèdes apporter ?

A raison de la population de nos établissements pénitentiaires momentanément anormalement élevée, on ne peut transformer tous les engagements temporaires en définitifs.

Cependant le nombre de condamnés à des peines excédant cinq ans est assez important pour maintenir dans nos prisons un chiffre de prisonniers fort supérieur à celui de la population moyenne de la période antérieure à 1940.

Par conséquent, en se basant sur un chiffre que les services du ministère de la Justice pourraient déterminer avec une assez grande approximation, on fixera le nombre d'agents définitifs dont nos établissements pénitentiaires auront besoin d'ici quatre ou cinq ans.

A ce chiffre, il conviendrait d'ajouter le nombre de places qui, normalement, seront vacantes à cette époque (mises à la retraite par limite d'âge, maladie, résiliation de contrat). Une moyenne peut facilement être fixée.

Ces données indiqueront le contingent d'agents qui deviendront nécessaires d'une façon permanente à ce moment.

Il sera donc aisé de régler un sort aux meilleurs agents, actuellement temporaires, en les nommant immédiatement agents définitifs.

vangenissen moet gedocumenteerd zijn. Wij leven niet meer in den tijd toen Prinsbisschop Theodoor van Beieren (1744) in een verordening verklaarde : « Dat de cipiers dienen genoeg te kunnen lezen en schrijven om behoorlijk boek te houden. »

Men kan niet meer onwetend blijven, zonder achterlijk en niet voor zijn post opgewassen te schijnen.

Men moet zijn methoden weten te overleggen, niet alleen opdat zij niet zouden ontaarden ; maar om ze te verdedigen tegen de kritiek en tegen de inmenging van onbevoegden.

Wij hebben verscheidene strafcentra bezocht. Wij verklaren ronduit, dat het directiepersoneel uitstekend is en zich zeer goed rekenschap geeft van de onmetelijkheid van zijn taak, maar het beschikt niet over de noodige midelen.

Het personeel van toezicht is ontoereikend en van zeer verschillend gehalte.

Naast uitstekende agenten, zijn er anderen van mindere hoedanigheid.

Waarom ?

De aanwerving wordt sterk gehinderd door de geringheid der wedden en de onvastheid der betrekking.

*Geringheid van de wedde* : de basis-bezoldiging bedraagt ongeveer 2.500 frank per maand.

*Onvastheid van de betrekking* : de beampten worden als tijdelijken aangeworven en zijn steeds blootgesteld aan opzegging. Zoodra zij een betrekking vinden in een private onderneming, verlaten zij de gevangenis, daar hun nieuwe betrekking beter bezoldigd en vaster is.

Bovendien is het tijdelijk personeel, slecht betaald, onvermijdelijk blootgesteld aan pogingen tot omkoopning vanwege de gedetineerden of hun familie. Plichtsverzuim komt nochtans slechts bij uitzondering voor, hetgeen het personeel tot eer strekt. Hoe kan dit worden verholpen ?

Wegens het feit, dat de bevolking van onze strafinrichtingen thans buiten gewoon hoog is, kunnen alle tijdelijke aanwervingen niet in definitieve omgezet worden.

Nochtans is het aantal veroordeelden tot meer dan 5 jaren belangrijk genoeg om in onze gevangenissen een aantal gevangenen te behouden dat aanzienlijk hooger is dan de gemiddelde bevolking van vóór 1940.

Bijgevolg zou men, uitgaande van een cijfer dat de diensten van het Ministerie van Justitie bij vrij nauwkeurige benadering zouden kunnen opgeven, het aantal bestendige agenten vaststellen, dat onze strafinrichtingen over vier of vijf jaren zouden nodig hebben.

Bij dit cijfer zou het aantal plaatsen moeten gevoegd worden, die normaal gesproken rond dien tijd zullen openstaan (opruststelling wegens ouderdomsgrens, ziekte, verbreking van het contract). Er kan gemakkelijk een gemiddelde worden vastgesteld.

Die gegevens zullen het contingent agenten bepalen, die op dat oogenblik bestendig nodig zullen worden.

Het zal derhalve gemakkelijk zijn, den toestand van de beste agenten, die thans tijdelijk zijn te regelen, door hen onmiddellijk vast aan te stellen.

Pour conserver les meilleurs éléments, les traitements devront être revus.

De toute façon, il faut compléter, sans plus attendre, le cadre des chefs de pavillon, dont le rôle est de première importance.

§ 3. — *Par qui le personnel pénitentiaire pourra-t-il être secondé?*

Pour aider le personnel pénitentiaire, il faut faire appel à des personnes dévouées, animées d'un grand amour de la patrie, consciencieuses et intelligentes, préservées contre la douce euphorie de la naïveté et de la crédulité, ayant une parfaite connaissance des doctrines qui ont amené les condamnés à trahir leur pays.

Il importe que soient attachés à tous les centres d'internement un ou plusieurs assistants sociaux ou assistantes sociales, qui seront les véritables techniciens de la rééducation.

La Commission royale de patronages, les Commissions administratives des prisons sont appelées à remplir une mission vraiment nationale.

Déjà à Bruxelles et à Dinant, les Comités de Patronages se sont mis à l'œuvre.

Il n'y a pas seulement que le condamné à rééduquer, il y a aussi son milieu familial. S'il est marié, il faut que les délégués des Commissions de Patronages, des Commissions administratives, voire même de la Croix Rouge, visitent les familles et se soucient non seulement de l'état moral de l'épouse et des enfants, mais aussi de la situation matérielle, ou, si le condamné est célibataire, de la situation générale des parents avec qui il vivait et où il retournera après sa libération.

Ventre affamé n'a pas d'oreilles. La misère n'a jamais été une école de redressement.

Qu'on ne dise pas: mais vous entourez ces inciviques et leur famille d'une sollicitude dépassant celle que l'Etat accorde aux invalides de la guerre, aux prisonniers politiques, aux prisonniers de guerre, à leurs veuves et orphelins.

Il ne s'agit pas de leur prodiguer des faveurs.

Dans la peine il y a deux aspects.

Le premier: la peine est un châtement déclenché par la société contre un membre délinquant.

Le second: la peine est une occasion pour le délinquant de se recueillir, méditer, se repentir, en un mot, de s'amender.

Il n'entre pas dans nos intentions d'adoucir le châtement. Le condamné doit admettre que la peine appliquée est juste et méritée.

Nous voulons sauver l'avenir, en préparant les condamnés à rentrer dans la vie, dans les conditions morales les meilleures, et les familles à les recevoir dans un climat tout à fait serein et débarrassé des miasmes des doctrines qui les ont perdus.

Om de beste elementen te behouden, dienen de wedden te worden herzien.

In ieder geval, het kader van de afdelingsoversten, die een vooraanstaande rol vervullen, dient onverwijld te worden aangevuld.

§ 3. — *Wie kan het gevangenispersoneel bijstaan?*

Om het gevangenispersoneel bij te staan, moet beroep worden gedaan op toegewijde personen, bezield door een vurige vaderlandsliefde, gewetensvol en verstandig, die niet toegeven aan naïveteit en goedgelovigheid en die uitstekend op de hoogte zijn van de leerstelsels, die de veroordeelden aangezet hebben hun land te verraden.

Bij alle interneringscentra dienen een of meer sociale assistenten gevoegd, die de ware technici der wederopvoeding zullen zijn.

De Koninklijke commissie der beschermingscomité's, de Bestuurscommissies bij de gevangenen hebben hier waarlijk een nationale opdracht te vervullen.

Reeds werden de Beschermingscomité's te Brussel en te Dinant aan het werk gesteld.

Niet alleen de veroordeelde, maar eveneens zijn familiekring dient wederopgevoed. Indien hij gehuwd is, dienen de afgevaardigden van de Commissies der Beschermingscomité's, van de Bestuurscommissies en zelfs van het Roode Kruis de families te bezoeken en niet alleen te zorgen voor den moreelen maar ook voor den materieelen toestand van de echtgenooten en kinderen. Is de veroordeelde ongehuwd, dan dient gezorgd voor den algemeenen toestand der ouders, bij wie hij inwoonde of waar hij na zijn vrijlating zal terugkeeren.

Een hongerige maag luistert naar geen rede. De ellende is nooit een verbeteringsschool geweest.

Men bewere niet, dat onze bezorgdheid voor die incivieken groter is dan die van den Staat voor de oorlogsinvaliden, de politieke gevangenen, de krijgsgevangenen, hun weduwen en weezen.

Het gaat er niet om hen met gunsten te overladen.

De straf vertoont twee aspecten.

Ten eerste: de straf is een boete, die door de maatschappij wordt uitgesproken tegen een schuldig lid.

Ten tweede: de straf is voor den schuldige een gelegenheid om tot inkeer te komen, na te denken, berouw te krijgen, in één woord, zich te beteren.

Het ligt niet in onze bedoeling de straf te verzachten.

De veroordeelde dient in te zien, dat de toepaste straf rechtvaardig en verdiend is.

Wij willen de toekomst redden door de veroordeelden voor te bereiden om in de beste moreele voorwaarden opnieuw hun intrede te doen in het leven en door hun families in staat te stellen hen te ontvangen in een sereene sfeer, bevrijd van de kiemen der leerstelsels, die hen in het verderf hebben gestort.

## CHAPITRE IV.

## Moyens à employer pour rééduquer.

L'action du personnel des prisons, la mission des délégués des œuvres de reclassement des inciviques constituent, sans aucun doute, l'élément principal de cette entreprise ardue.

Mais, à côté, il faut organiser matériellement l'exécution de la peine par les condamnés. Car la rééducation et le reclassement supposent un programme d'ensemble.

Ce programme doit être d'autant plus rapidement arrêté et mis à exécution, qu'il doit s'appliquer, non pas seulement aux condamnés à 10 ou 20 ans, mais à tous les condamnés.

Actuellement, des condamnés à 2 ou 3 ans sont libérés ou à la veille de l'être.

Ceci pour dire qu'il n'y a pas une minute à distraire de ce plan de rééducation.

§ 1. — *Mesures d'Hygiène.*

A. — *La propreté corporelle et vestimentaire* est indispensable à l'homme pour vivre dignement.

Il ne sied pas de demander à un individu vivant comme un animal d'avoir d'autres réactions que celles d'un animal.

Il faut absolument que les condamnés puissent se laver convenablement chaque jour. Une douche par semaine est indispensable.

Nous avons visité une prison de province, il y avait plus de deux mois que les détenus n'avaient plus été aux douches, celles-ci étaient hors de service.

La propreté physique est un facteur important de relèvement moral.

Le respect des formes entraîne le respect du fond.

Un visage propre est déjà mieux préparé à être franc.

B. — *La vie en prison* est particulièrement sédentaire.

Les règlements prévoient, au préau, deux promenades d'une demi-heure par jour.

Mais le règlement suppose que les détenus qui sont en cellule ne la partagent pas avec deux, trois, voire quatre codétenus.

Nos prisons, par la force des choses, sont surpeuplées ? Et inévitablement les cellules le sont également.

Car si pendant la journée, certains prévenus quittent la cellule pour travailler dans l'établissement, ils y retournent pour la nuit.

Dans ces cellules surpeuplées, les détenus manquent d'air, d'espace. Il importe de réduire aussi rapidement

## HOOFDSTUK IV.

## Middelen tot heropvoeding.

Het bijzonderste element in die moeilijke onderneming is, ongetwijfeld, de werking van het personeel der gevangenen en de taak van de afgevaardigden der werken voor reclasseering van incivieken.

Maar, daarnaast, dient de volbrenging van de straf door de veroordeelden materieel georganiseerd. Want de heropvoeding en de reclasseering veronderstellen een samenhangend programma.

Dit programma moet des te spoediger worden vastgelegd en ten uitvoer gelegd, daar het niet alleen moet worden toegepast op diegenen die tot 10 of 20 jaar werden veroordeeld, maar op alle veroordeelden.

Zij die tot 2 of 3 jaar werden veroordeeld, worden thans in vrijheid gesteld of staan op het punt in vrijheid gesteld te worden.

Dit toont genoegzaam aan, dat er niet langer mag getalmd worden om dit plan tot heropvoeding op te maken.

§ 1. — *Gezondheidsmaatregelen.*

A. — *Zindelijkheid* op het lichaam en op de kleederen is onontbeerlijk voor den mensch om een waardig bestaan te leiden.

Men kan van een individu dat leeft als een dier, geen andere reacties verwachten dan deze van een dier.

Het is volstrekt noodzakelijk, dat de veroordeelden zich elken dag behoorlijk zouden kunnen wasschen. Eén stortbad per week is onontbeerlijk.

Wij hebben een gevangenis bezocht in de provincie, het was meer dan twee maanden geleden, dat de gedetineerden nog onder de stortbaden waren geweest, daar deze buiten gebruik waren.

De lichamelijke zindelijkheid is een belangrijke factor van moreel herstel.

Eerbied voor de vormen brengt met zich eerbied voor den inhoud.

Een zindelijk aangezicht is er reeds beter op voorbereid om oprecht te zijn.

B. — *Het gevangenisleven* is in 't bijzonder een zittend leven.

De reglementen voorzien twee wandelingen per dag van een half uur, op de binnenplaats. Maar hetzelfde reglement veronderstelt dat de gevangenen, die onderworpen zijn aan het celregime, die cel niet deelen met twee, drie of zelfs vier medegevangenen.

Tengevolge van de omstandigheden zijn onze gevangenen overbevolkt. En de cellen zijn het onvermijdelijk ook.

Want, zoo zelfs sommige gevangenen hun cel in den dag verlaten om in de instelling te werken, keeren zij er voor den nacht terug.

In die overbevolkte cellen ontbreekt het den gevangenen aan lucht en ruimte. Het is van belang die overbevolking

que possible leur surpeuplement, qui constitue, par ailleurs, une réelle promiscuité et un danger de corruption mutuelle.

On organisera dans les prisons des cours de culture physique. Vingt minutes par jour doivent y être consacrées :

Un esprit sain dans un corps sain :

c'est un second facteur indispensable au relèvement moral des condamnés.

## § 2. — *Le travail.*

Il n'est pas douteux que le travail est un facteur essentiel de la rééducation des détenus.

En soi, le travail possède une vertu moralisatrice, en absorbant tout l'effort, toute l'énergie du sujet. Au rythme de l'effort fourni, il semble que le détenu adapte sa vie et donne à sa peine un sens nouveau, que dégage l'affinité de son labeur avec celui de citoyens libres, et ainsi tend à fondre son travail dans la gigantesque œuvre de reconstruction à laquelle concourt toute la nation.

Lorsque, volontairement, le détenu — chez qui la sévérité même de la peine a créé le climat le disposant à fournir un retour sur lui-même, et que son amendement progressif amène à supporter plus facilement le châtiment qu'il a mérité — accepte de travailler pour réparer ses torts envers la société et payer sa dette au pays, l'œuvre bienfaisante du travail apporte au détenu un sentiment d'espérance et d'apaisement, en faisant naître en lui quelque chose comme la croyance à son utilité et à sa réintégration dans la communauté nationale.

Il va de soi que, pour mettre au travail les détenus, il convient de procéder avec méthode.

Tous les détenus ne peuvent devenir ouvriers mineurs, soit parce qu'ils ne réunissent pas les conditions physiques, soit parce qu'ils s'avèrent inaptes à pratiquer ce métier pour d'autres motifs.

Il s'agit donc d'orienter les détenus vers les travaux qui répondent le mieux à leurs possibilités physiques et intellectuelles.

Nous n'avons malheureusement pu obtenir des statistiques récentes relatives à la mise au travail des détenus.

Celles dont nous avons pris connaissance sont arrêtées au 29 juin 1946.

## MISE AU TRAVAIL DES DETENUS.

Situation au 29 juin 1946.

### 1. — *Population au travail.*

|                                                   | Hommes | Femmes | Total |
|---------------------------------------------------|--------|--------|-------|
| A. — Travaux industriels :                        | —      | —      | —     |
| a) exécutés à l'intérieur de l'enceinte . . . . . | 3.266  | 732    | 3.998 |

der cellen, die overigens een werkelijke promiscuité ten gevolge heeft en een gevaar is voor wederzijdsch bederf, zoo spoedig mogelijk te verminderen.

In de gevangenissen zullen turnlessen gegeven worden; daaraan dienen twintig minuten per dag besteed.

Een gezonde geest in een gezond lichaam :

dit is de tweede onontbeerlijke factor voor het moreel herstel der veroordeelden.

## § 2. — *Arbeid.*

Het staat vast, dat de arbeid een wezenlijke factor is voor de heropvoeding der gevangenen.

Het werk op zich zelf oefent een zedelijken invloed uit ten goede, daar het alle krachten en energie van den persoon opeischt. Het lijkt wel of de gevangene, op de maat van de geleverde inspanning, zijn leven aanpast en aan zijn straf een nieuwen zin geeft, voortvloeiend uit de verwantschap van zijn arbeid met dien van de vrije burgers, en aldus zijn arbeid tracht te versmelten in het reusachtige werk van wederopbouw waaraan gansch het volk meewerkt.

Wanneer de gevangene — bij wien de strengheid zelf van de straf het klimaat heeft geschapen om tot zich zelf in te keeren, en wien de geleidelijke verbetering er toe brengt de straf die hij verdiend heeft, gemakkelijker te dragen — vrijwillig aanvaardt te werken om zijn tekortkomingen jegens de maatschappij te herstellen en zijn schuld aan het land te betalen, dan brengt de weldoende werking van den arbeid hem een gevoel van hoop en verlichting, door in hem de overtuiging te wekken van zijn nut en zijn herinschakeling in de nationale gemeenschap.

Het spreekt van zelf dat, om de gevangenen te werk te stellen, men methodisch dient te werk te gaan.

Niet alle gevangenen kunnen mijnwerkers worden, hetzij ze niet de vereischte lichamelijke geschiktheden bezitten, hetzij ze om andere redenen ongeschikt blijken voor dit werk.

Het gaat er dus om de gevangen naar werkzaamheden te oriënteren die het best aan hun lichamelijke en verstandelijke vermogens beantwoorden.

Wij hebben ongelukkig geen statistieken kunnen bekomen betreffende de tewerkstelling der gevangenen. De statistieken, waarvan wij kennis hebben genomen, werden afgesloten op 29 Juni 1946.

## TWERKSTELLING DER GEVANGENEN.

Toestand op 29 Juni 1946.

### 1. — *Gebezigde arbeidskrachten.*

|                                             | Mannen | Vrouwen | Totaal |
|---------------------------------------------|--------|---------|--------|
| A. — <i>Nijverheidswerken :</i>             | —      | —       | —      |
| a) uitgevoerd binnen de omheining . . . . . | 3.266  | 732     | 3.998  |

|                                                                                 |               |              |               |
|---------------------------------------------------------------------------------|---------------|--------------|---------------|
| b) exécutés à l'extérieur . .                                                   | 4.260         | 127          | 4.387         |
| <b>TOTAUX des détenus occupés à des travaux industriels au 29 juin 1946 . .</b> | <b>7.526</b>  | <b>859</b>   | <b>8.385</b>  |
| Au 30 avril, ces totaux étaient de . . . . .                                    | 6.591         | 663          | 7.254         |
| soit une augmentation de . .                                                    | 935           | 196          | 1.131         |
| B. Travaux domestiques . .                                                      | 4.158         | 427          | 4.585         |
| C. Travaux d'entretien . .                                                      | 673           | 5            | 678           |
| D. Travaux agricoles . .                                                        | 552           | —            | 552           |
| <b>TOTAL de la population occupée. . . . .</b>                                  | <b>12.909</b> | <b>1.291</b> | <b>14.200</b> |

## 2. — Nature des travaux industriels exécutés en juin 1946.

### A. — Travaux à l'intérieur de l'enceinte :

a) travail dans les ateliers : au 29 juin 1946, 557 détenus (contre 508 au 30 avril) travaillaient dans les ateliers organisés et exploités par le département.

b) autres travaux : 3.441 détenus (contre 3.297 au 30 avril) exécutaient des travaux pour compte d'entrepreneurs privés (travaux de simple occupation et de nature très diverse).

### B. — A l'extérieur de l'enceinte :

4.387 détenus (contre 3.449 au 30 avril) travaillaient en dehors de l'enceinte de l'établissement.

#### Répartition :

- 1.567 : travaux de déblaiement de dunes, d'aérodromes ;
- 79 : travaux de déblaiement ;
- 3 : travaux d'écriture ;
- 44 : classements de dossiers ;
- 65 : travaux de voirie ;
- 12 : travaux d'aménagement de mobilier ;
- 36 : déchargements ;
- 2.348 : charbonnages ;
- 23 : fabrication de triplex ;
- 62 : cuisson de briques
- 21 : reboisement ;
- 127 : femmes travaillant dans une usine .

Les services pénitentiaires se préoccupent beaucoup de la mise au travail des détenus. Il faut les en féliciter, mais surtout les y aider.

La direction de telle prison, que nous avons visitée, a organisé un atelier de menuiserie, un atelier d'imprimerie.

Tentative hautement louable, mais combien l'instrument dont il dispose est modeste.

|                                                                                    |               |              |               |
|------------------------------------------------------------------------------------|---------------|--------------|---------------|
| b) buiten de omheining . .                                                         | 4.260         | 127          | 4.387         |
| <b>TOTALEN der voor nijverheidswerken gebezigde gevangenen op 28 Juni 1946 . .</b> | <b>7.526</b>  | <b>859</b>   | <b>8.385</b>  |
| Op 30 April, bedroegen die totalen . . . . .                                       | 6.591         | 663          | 7.254         |
| dit is een vermeerdering van . .                                                   | 935           | 196          | 1.131         |
| B. Huishoudelijk werk . .                                                          | 4.158         | 427          | 4.585         |
| C. Onderhoudswerken . .                                                            | 673           | 5            | 678           |
| D. Landbouwwerken . .                                                              | 552           | —            | 552           |
| <b>TOTAAL der gebezigde arbeidskrachten . . . . .</b>                              | <b>12.909</b> | <b>1.291</b> | <b>14.200</b> |

## 2. — Aard der in Juni 1946 uitgevoerde nijverheidswerken.

### A. — Werken binnen de omheining.

a) in de werkplaatsen : op 29 Juni 1946 werkten 557 gevangenen (tegen 508 op 30 April) in de door het departement ingerichte en in bedrijf genomen werkplaatsen.

b) andere werken : 3.441 gevangenen (tegen 3.297 op 30 April) voerden werken uit voor rekening van private ondernemers (eenvoudige bezigheid van zeer verschillenden aard).

### B. — Buiten de omheining.

4.387 gevangenen (tegen 3.449 op 30 April) werkten buiten de omheining van de inrichting.

#### Verdeeling :

- 1.567 : opruimingswerken in duinen en op vliegvelden ;
- 79 : opruimingswerken ;
- 3 : schrijfwerk ;
- 44 : classificatie van bundels ;
- 65 : wegwerken ;
- 12 : meubelmakerij ;
- 36 : los- en laadwerken ;
- 2.348 : steenkolenmijnen ;
- 23 : fabricage van triplex ;
- 62 : steenbakkerij ;
- 21 : herbebossching ;
- 127 : vrouwen in een fabriek werkend.

De gevangenisdiensten houden zich sterk bezig met de tewerkstelling der gevangenen. Zij dienen daarmee gelukgewenscht, maar vooral geholpen.

De directie van een bepaalde gevangenis, die wij bezochten, heeft een timmer- en drukwerkplaats ingericht.

Een zeer lofwaardige poging, maar het materieel waarover ze beschikken is te bescheiden.



Je dis atelier d'imprimerie, c'est autographie qu'il faut dire, où la pierre à imprimer voisine avec un pauvre stencil.

Qu'on ne dise pas que l'organisation de ces ateliers occasionne des frais.

Ils en épargneront d'autres autrement sérieux, si nous réussissons dans notre entreprise de reclassement des coupables.

## CHAPITRE V.

### Réorientation professionnelle.

Ainsi, l'œuvre de relèvement se poursuivra logiquement, si elle est complétée par un souci de réorientation professionnelle des condamnés.

Parmi ceux-ci, nombreux sont ceux qui ne pourront plus, en sortant de prison, exercer leurs anciennes activités. Je pense aux instituteurs, professeurs, journalistes, speakers de radio, gens de théâtre, etc...

On ne peut restituer à ces condamnés, même quand ils auront payé leur peine, le droit ou la faculté de se servir d'un instrument dont ils ont fait un usage à ce point répréhensible, qu'ils en furent châtiés.

Ceci pose l'organisation de cours et de conférences.

Pourquoi n'organiserait-on pas des cours de sténotypie, de sténographie, de dactylographie, de comptabilité, de langues, de façon qu'au moment où ils sortiront de prison, ces condamnés ne soient pas des inemployables, avec tout ce que ce mot a de sens tragique.

Personnellement, j'incline volontiers vers une tentative d'auto-réorientation et d'auto-rééducation. Pourquoi si, parmi les détenus des établissements pénitentiaires, il s'en révèle de capables à donner des cours ou des conférences, ne les utiliserait-on pas ? A ces cours et conférences assisterait un membre du personnel ou un délégué des œuvres de reclassement, pour assurer le respect de la discipline, du règlement et surveiller le professeur ou le conférencier et les auditeurs. Ce serait une excellente occasion pour ces personnes de les observer, de saisir sur le vif d'une discussion qui s'instaure après une conférence, par exemple, les réactions de l'auditoire et ainsi déceler leur état psychologique.

## CHAPITRE VI.

### Libération conditionnelle.

Progressivement, dans la discipline ainsi créée, le temps passera et, avec l'approche de la fin du châtement, l'heure de la libération approchera.

Ik zeg drukwerkplaats, maar ik zou moeten spreken van een werkplaats voor het vermenigvuldigen van handschriften, waar de steendruk afwisselt met stencil.

Men bewere nu niet, dat de inrichting van die werkplaatsen uitgaven vergt.

Zij zullen ons andere zeer zware kosten besparen, indien wij slagen in ons reclasseeringswerk der schuldigen.

## HOOFDSTUK V.

### Beroepskeuze.

Het werk van heropvoeding zal logisch worden voortgezet, indien het wordt aangevuld met een bekommernis om de beroepsheropleiding van de veroordeelden.

Talrijk zijn diegenen onder hen die, bij het verlaten van de gevangenis, hun vroegere bezigheden niet meer zullen kunnen hervatten. Ik denk hierbij aan de onderwijzers, leeraars, journalisten, radio-speakers, tooneelspelers, enz.

Aan die veroordeelden, zelfs nadat zij hun straf zullen hebben uitgezeten, kan men het recht noch het vermogen terugschenken om zich van een instrument te bedienen waarvan zij zoo'n laakbaar gebruik hebben gemaakt dat zij er voor werden gestraft.

Dit onderstelt de inrichting van leergangen en voordrachten.

Waarom zou men niet overgaan tot de inrichting van lessen in de stenotypie, de stenographie, de dactylographie, de boekhouding en de talen, opdat de veroordeelden, bij het verlaten van de gevangenis, niet onbruikbaar zouden zijn, met al het tragische dat aan de beteekenis van dit woord ligt verbonden.

Persoonlijk, stem ik graag toe in een poging tot zelfheroriëntering en zelfheropvoeding. Waarom zou men geen beroep doen op de gedetineerden van de strafinrichtingen om lessen of voordrachten te geven, wanneer men ze daartoe bekwaam acht ? Bij die cursussen of voordrachten zou een lid van het personeel of een afgevaardigde van de werken voor reclasseering aanwezig zijn om de tucht en het reglement te doen eerbiedigen en een toezicht uit te oefenen op den leeraar, den voordrachtgever en de toehoorders. Het zou een uitstekende gelegenheid zijn voor die personen om ze gade te slaan ; bij gelegenheid van een bespreking, naar aanleiding van een voordracht, bij voorbeeld, de reactie van de toehoorders waar te nemen en aldus hun zielstoestand te kennen.

## HOOFDSTUK VI.

### Voorwaardelijke invrijheidstelling.

Met de aldus ingevoerde tucht, zal stilaan de tijd voorbijgaan en, met het naderen van het einde der straf, zal ook het uur der invrijheidstelling naderbij komen.

Pour les condamnés qui auront donné des signes constants et non équivoques d'amendement, le bénéfice de la libération conditionnelle pourra jouer.

A notre sens, il ne faut pas faire jouer cette disposition automatiquement mais, au contraire, avec nuance et sagacité.

La loi Lejeune est suffisamment souple que pour permettre l'application des libérations conditionnelles à bon escient.

Il faudra choisir le moment psychologiquement idoine pour faire bénéficier un condamné de cette mesure. Psychologiquement idoine, c'est-à-dire, remettre en liberté conditionnelle, au moment où vraiment, moralement, socialement, le condamné paraît apte à rentrer dans la vie.

Les membres des comités de patronage, des commissions administratives des prisons, les assistants sociaux ou assistantes sociales auront un rôle important à jouer à cette occasion.

Ces personnes, qui auront suivi le détenu, devront poursuivre leur tutelle, lui trouver un emploi dans un milieu où il pourra se recréer une situation.

## CHAPITRE VII.

### Certificat de civisme.

A vrai dire, la question du certificat de civisme relève de la compétence du Ministère de l'Intérieur.

Cependant, étant donné que son refus ou son octroi peut avoir des conséquences importantes pour l'obtention d'un emploi pour un incivique et, en dernière analyse, sur le reclassement de celui-ci, il conviendrait que le Gouvernement prenne une attitude à ce sujet.

Nous connaissons tous la valeur relative à accorder à un certificat de civisme. On l'accorde où ils est refusé souvent suivant le bon plaisir ou l'humeur plus ou moins partielle d'un bourgmestre ou d'un commissaire de police.

Un problème aussi grave ne peut être traité avec une telle légèreté.

Le moment paraît opportun pour supprimer purement et simplement la formalité du certificat de civisme.

Il faut mettre fin au règne de l'incohérence.

Pour obtenir une immatriculation au registre du commerce à tel greffe du Tribunal de Commerce, il faut produire un certificat de civisme. Par tel autre greffe, ce document n'est pas réclamé. En droit ce certificat n'est pas nécessaire, aucune loi ne l'exigeant.

Si la formalité du certificat de civisme n'était pas sup-

Voor de veroordeelden die gedurige en duidelijke blijken van verbeterschap zullen hebben gegeven, zal het genot der voorwaardelijke invrijheidstelling van toepassing kunnen zijn.

Naar ons oordeel, dient deze bepaling niet automatisch toegepast, doch integendeel met afwisseling en scherpzinningheid.

De wet Lejeune is lenig genoeg om een gepaste toepassing van de voorwaardelijke invrijheidstellingen toe te laten.

Het psychologisch best geschikt oogenblik zal dienen verkozen om een veroordeelde het genot van dien maatregel te verschaffen. Door psychologisch geschikt oogenblik verstaat men de voorwaardelijke invrijheidstelling op een oogenblik dat de veroordeelde werkelijk, zedelijk en maatschappelijk geschikt lijkt om terug in de samenleving te komen.

De leden van de beschermingscomité's, van de bestuurscommissies bij de gevangenen, de maatschappelijke assistenten beider kunne zullen bij die gelegenheid een belangrijke rol hebben te vervullen.

Deze personen, die den gedetineerde zullen hebben gevolgd, zullen hun voorgedij moeten voortzetten, voor hem uitzien naar een bediening in een midden waar hij zich een nieuw bestaan zal kunnen scheppen.

## HOOFDSTUK VIII.

### Het Getuigschrift van Burgerdeugd.

Weliswaar behoort het vraagstuk van het getuigschrift van burgerdeugd tot de bevoegdheid van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken.

Nochtans, aangezien de weigering of de aflevering er van belangrijke gevolgen kan hebben voor het bekomen van een bediening door een inciviek, en, per slot van rekening, voor de reclasseering van dezen laatste, ware het wenschelijk, dat de Regeering dienaangaande een standpunt zou innemen.

Wij kennen allen de betrekkelijke waarde welke aan een getuigschrift van burgerdeugd kan worden verleend. Het wordt toegestaan of geweigerd, dikwijls naar willekeur of de min of meer partijdige gehumeurdheid van een burgemeester of van een politiecommissaris.

Zulk gewichtig vraagstuk mag niet met zooveel lichtzinnigheid worden behandeld.

Het oogenblik lijkt gepast om de formaliteit van het getuigschrift van burgerdeugd eenvoudig af te schaffen.

Aan het gebrek aan samenhang dient een einde gemaakt.

Om een inschrijving in het handelsregister te bekomen, ter griffie van een bepaalde rechtbank van koophandel, dient een getuigschrift van burgerdeugd voorgelegd. In een andere griffie, wordt dit stuk niet gevraagd. In rechte, is dit getuigschrift niet noodig, daar het door geen enkele wet wordt vereischt.

Indien de formaliteit van het getuigschrift van burger-

primée, nous assisterions au phénomène inouï de voir les inciviques remis en liberté, soit par suite de l'expiration de leur peine, soit sous le bénéfice de la libération conditionnelle, contraints à l'oisiveté et, du même coup, à la misère, à l'aigrissement, avec toutes les conséquences inévitables que cela suppose, faute de pouvoir se procurer ce document.

Qu'on ne s'y méprenne pas. La publicité donnée aux condamnations, aux déchéances des droits civils et politiques, ainsi que l'inscription de ces décisions en marge des registres de l'Etat civil empêcheront toujours un incivique de se prétendre un citoyen jouissant de tous ses droits.

## CHAPITRE VIII.

### Les droits civils.

La privation des droits civils ne constitue pas une innovation introduite dans le droit belge. Cependant, les déchéances prévues par l'arrêté-loi du 6 mai 1944 (article 123<sup>sexies</sup> du Code Pénal) sont totalement différentes de celles existant précédemment.

Ces déchéances ne sont pas des peines accessoires, mais une mesure de sauvegarde à l'égard de ceux qui ont contribué à mettre la patrie en danger; ensuite, les droits dont la déchéance est prévue sont beaucoup plus étendus; enfin, la déchéance a lieu de plein droit et ne doit pas être prononcée par le Juge.

Contrairement à cet arrêté-loi où la déchéance n'était encourue que par les inciviques condamnés pour une infraction à la sûreté extérieure de l'Etat, une différence étant faite entre les condamnés à une peine criminelle et les condamnés à une peine correctionnelle, l'arrêté du 19 septembre 1945 a modifié tout ce système, en étendant la déchéance totale et à perpétuité à tous les condamnés pour infraction à la sûreté de l'Etat, la peine prononcée fût-elle correctionnelle, en créant une déchéance de plein droit, consécutive à certaines mesures disciplinaires; enfin, en organisant la déchéance encourue par des individus non condamnés.

Il faut avoir le courage de le dire, telles qu'elles sont organisées, ces déchéances sont excessives.

Sans doute, certains individus se sont conduits d'une façon tellement monstrueuse et haïssable qu'ils se sont révélés indignes de la qualité de citoyen, disposant des droits civils et politiques.

Vis-à-vis de ceux-ci, aucune sanction ne sera jamais assez sévère.

deugd niet word afgeschaft, zouden wij het ongehoord verschijnsel bijwonen, dat incivieken die in vrijheid werden gesteld, hetzij na verloop van hun straf hetzij onder begunstiging van de voorwaardelijke invrijheidstelling, tot niets doen zouden zijn gedwongen, en tegelijkertijd in armoede en verbittering zouden verkeeren, met alle onvermijdelijke gevolgen die daaruit kunnen voortvloeien, dit door het feit, dat zij zich bedoeld stuk niet konden aanschaffen.

Men gelieve mij niet verkeerd te begrijpen. De ruchtbaarheid die gegeven wordt aan de veroordeelingen, aan de vervallenverklaring van burgerlijke en politieke rechten, alsook de inschrijving van die beslissingen op den rand van de registers van den Burgerlijken stand, zullen steeds voorkomen, dat een inciviek zich zou kunnen laten doorgaan voor een burger die het genot heeft van al zijn rechten.

## HOOFDSTUK VIII.

### Burgerlijke Rechten.

De berooving van de burgerlijke rechten is geen nieuwheid in het Belgisch recht. Nochtans zijn de bij de besluitwet van 6 Mei 1944 (art. 123<sup>sexies</sup> van het Wetboek van Strafrecht) voorzien vervallenverklaringen volkomen verschillend van die welke vroeger bestonden.

Deze vervallenverklaringen zijn geen bijkomende straffen, doch een vrijwaringsmaatregel ten opzichte van diegenen die er hebben toe bijgedragen, het vaderland in gevaar te brengen; daarenboven, zijn de rechten waarvan de vervallenverklaring wordt voorzien veel uitgebreider; ten slotte, heeft de vervallenverklaring van rechtswege plaats en dient zij niet uitgesproken door den Rechter.

In tegenstelling met die besluitwet, waarbij de vervallenverklaring slechts werd opgelopen door de wegens inbreuk op de uitwendige veiligheid van den Staat veroordeelde incivieken, daarbij een onderscheid gemaakt zijnde tusschen de veroordeelden tot een crimineele straf en de veroordeelden tot een correctionele straf, werd, door het besluit van 19 September 1945, gansch het stelsel gewijzigd door uitbreiding van de geheele en levenslange vervallenverklaring tot alle veroordeelden wegens inbreuk op de veiligheid van den Staat, wanneer de straf van correctioneelen aard was, door een vervallenverklaring van rechtswege te voorzien, als gevolg van zekere tuchtmaatregelen; ten slotte, door het inrichten van het verval opgelopen door niet veroordeelde individuen.

Men moet den moed hebben te zeggen, dat zooals de vervallenverklaringen zijn ingericht, deze overdreven zijn.

Ongetwijfeld, hebben sommige individuen zich op zodanig monsterachtige en hatelijke wijze gedragen, dat zij zich onwaardig hebben betoond van de hoedanigheid van burgers, beschikkend over de burgerlijke en politieke rechten.

Tegenover dezen zal geen enkele sanctie ooit te streng zijn.

Mais uniformément, sans nuance, ni gradation dans la privation des droits civils, appliquer brutalement la déchéance — pratiquement totale — de tous ces droits à des individus condamnés à une peine correctionnelle, frappés d'une peine disciplinaire, ou simplement à des individus non condamnés, c'est passer la mesure.

En outre, l'automatisme de cette sanction peut être injuste.

Des mandataires politiques, écartés de leurs fonctions, se sont vus automatiquement privés de leurs droits sans que le Tribunal puisse apprécier leur situation. Nous connaissons des abus flagrants commis par certains ministres, révoquant des fonctionnaires dans des conditions pour le moins discutables, et où l'esprit partisan était loin d'être étranger.

Il faut que ces personnes puissent appeler de ces décisions ministérielles devant des juridictions d'appel, donnant toutes garanties d'impartialité et d'objectivité.

Il importe de revoir ces dispositions frappant de la déchéance des droits civils.

Si le Gouvernement, au lieu de s'appropriier les pouvoirs du législatif, avait confié aux Chambres le soin d'élaborer ces textes, jamais de pareilles erreurs n'auraient été commises.

Naturellement, il faut revenir en arrière.

Car s'il est entendu, une fois pour toutes, que les individus condamnés à des peines criminelles ou correctionnelles du chef d'infractions à la sûreté extérieure de l'Etat, commises en temps de guerre, et du même coup déchus de leurs droits civils et politiques ne pourront, en aucun cas, être relevés de la déchéance des droits politiques, on ne peut avoir une attitude aussi absolue pour ce qui regarde certains droits civils.

*A fortiori*, il sera souhaitable de revoir la situation des personnes également frappées de déchéance en vertu de l'arrêté du 19 septembre 1945, ou tout au moins de leur ménager un droit d'appel.

Qu'on ne nous fasse pas dire le contraire de notre pensée. Nous ne demandons pas pardon ou grâce pour l'incivique. Nous proposons simplement que certaines mesures prises précipitamment puissent être revues dans le calme, à l'abri de toute passion, et dans une atmosphère sereine, la seule pouvant permettre à l'œuvre de la justice de s'accomplir.

Nous pensons qu'il faudra revoir la situation de telles catégories de personnes déchues de certains droits de famille.

Sans doute, l'influence paternelle ou maternelle sur les enfants est très grande. L'exemple possède une puissance d'entraînement d'autant plus grande sur les individus que l'auteur est entouré de plus d'autorité ou de prestige.

Aussi comprend-on que des pères de famille qui ont trahi leur pays soient déchus du droit de faire partie d'un conseil de famille, de remplir les fonctions de tuteur ou de subrogé-tuteur, de curateur, et de remplir les fonctions d'administrateur provisoire.

Wanneer men echter, zonder nuance noch gradatie bij de berooving van de burgerlijke rechten, brutaal het praktische totaal verval van alle rechten toepast op personen die tot een correctionele straf werden veroordeeld, getroffen werden door een tuchtstraf, of eenvoudig op personen die geen veroordeeling opliepen, dan gaat men de personen te buiten.

Het automatisme van die sanctie kan, bovendien, onrechtvaardig zijn.

Politieke lasthebbers, die uit hun ambt werden verwijderd, zagen zich automatisch van hun rechten beroofd, zonder dat de Rechtbank over hun toestand kon oordeelen. Wij kennen schreeuwende misbruiken, die door sommige onzer ministers werden begaan door het ontslaan van ambtenaren in op zijn minst betwistbare omstandigheden, en waar de partijgeest zeker niet vreemd aan was.

Die personen moeten tegen die ministerieele beslissingen beroep kunnen instellen voor rechtsmachten van beroep, die alle waarborgen bieden van onpartijdigheid en objectiviteit.

Die beschikkingen, waarbij vervallenverklaring van de burgerlijke rechten wordt uitgesproken, dienen herzien.

Indien de Regeering, in plaats van zich de wetgevende macht toe te eigenen, de zorg voor het opstellen van die teksten aan de Kamers had overgelaten, zouden dergelijke vergissingen nooit begaan geweest zijn.

Men moet natuurlijk den weg terug.

Want, zoo het natuurlijk vaststaat, dat de individuen, die tot crimineele of correctionele straffen werden veroordeeld, uit hoofde van in oorlogstijd gepleegde misdrijven tegen de uitwendige veiligheid van Staat, en terzelfdertijd van hun burgerlijke en politieke rechten vervallen werden verklaard, in geen geval van het verval van de politieke rechten kunnen ontheven worden, kon men niet een even onverzoenlijke houding aannemen wat sommige burgerlijke rechten betreft.

*A fortiori*, zal het wenschelijk zijn den toestand te herzien van de personen die door de vervallenverklaring werden getroffen op grond van het besluit van 19 September 1945, of hun ten minste een recht van beroep toe te staan.

Men doe ons niet verklaren wat we niet denken. Wij vragen geen vergiffenis of genade voor de incivieken. Wij stellen alleen voor dat sommige met overhaasting genomen maatregelen zouden worden herzien, in alle kalmte, buiten iederen hartstocht en in een sereene sfeer, de eenige waarin gerechtigheid kan geschieden.

Wij zijn van oordeel, dat men den toestand zal moeten herzien van bepaalde categorieën van personen die van sommige familierechten vervallen werden verklaard.

De invloed van vader en moeder is ongetwijfeld zeer groot. Het voorbeeld bezit een aantrekkingskracht van de individuen die des te grooter is naarmate de steller van het voorbeeld meer gezag en aanzien geniet.

Men begrijpt dan ook, dat vaders van een gezin die hun land hebben verraden vervallen worden verklaard van het recht deel uit te maken van een familierraad, de functies van voogd of toegevoegd voogd, van curator te vervullen, en de functies van voorlopig beheerder waar te nemen.

En soi, la mesure est juste. Mais, où le bât blesse, c'est dans le caractère irréductible et définitif de cette sanction.

En effet, ces droits de famille sont de ceux dont la privation est la plus pénible, la plus humiliante. Elle touche l'homme, non pas dans sa qualité de citoyen, mais de père, d'époux, et peut constituer une entrave à la réintégration dans la société de personnes parfaitement repentantes et dont la conduite est telle qu'il peut paraître souhaitable de leur restituer une partie des droits civils dont ils ont été déchus.

Le Gouvernement fera bien, par un texte législatif, d'organiser, pour ceux qui ont été déchus de plein droit et sans recours, un droit d'appel.

Pour les autres, une loi devra autoriser les tribunaux à les relever de la déchéance de leurs droits de famille, dès l'instant où les intéressés s'en montrent dignes.

Nous ne pensons pas qu'il faille aller plus loin dans cette voie de restitution des droits civils.

Quant à la déchéance des droits politiques, elle doit être considérée comme irrévocable.

Par cette dernière mesure, l'œuvre de rééducation et de reclassement des inciviques serait complétée.

Ils resteront des citoyens frappés d'une *diminutio capitis*, mais avec certains assouplissements, pour ce qui touche aux droits de famille.

## LES JEUX. — LE PROBLEME DES LOYERS.

### CHAPITRE PREMIER.

#### Les jeux.

Si l'on ouvre un ouvrage de droit pénal au chapitre traitant des jeux, on y lit indifféremment: « L'article 305 du Code Pénal punit la tenue de maisons de jeux de hasard: depuis la loi du 24 octobre 1902 sur les jeux, l'application de l'article 305 se réduit en général aux agences de paris. »

Le profane n'y comprend rien. L'autre serait peut-être bien téméraire d'affirmer qu'il en sait plus.

Au lendemain de la libération, à l'initiative du Procureur Général de Gand, les salles de jeux du littoral furent fermées. Puis, à la suite d'un Conseil des Ministres, la rigueur de la loi s'effaça, pour rendre à la tolérance son royaume.

Il ne m'appartient pas de trancher le problème. Faut-il interdire les salles de jeux ou, au contraire, convient-il de les admettre?

In zichzelf is de maatregel rechtvaardig. Doch hij geeft aanleiding tot wrijving wegens den onverzettelijken en definitieven aard van deze sanctie. De familierechten behoren inderdaad tot deze waarvan de berooving het pijnlijkst, het meest vernederend is. Zij treft den mensch, niet in zijn hoedanigheid van burger, doch van vader, van echtgenoot, en kan een belemmering uitmaken voor de wederopneming in de maatschappij van volkomen berouwvolle personen wier gedrag zoodanig is, dat het wenschelijk zou blijken hun een gedeelte terug te schenken van de burgerlijke rechten waarvan zij vervallen werden verklaard.

De Regeering zal goed doen met, door een wetgevenden tekst, een recht op beroep in te richten voor diegenen die van rechtswege, en zonder beroep, vervallen werden verklaard.

Voor de anderen, zal een wet de rechtbanken moeten machtigen om ze te ontheffen van het verlies van hun familierechten, van het oogenblik af, dat de belanghebbenden er zich waardig voor betoonen.

Wij meenen, dat men niet verder dient te gaan op dezen weg naar de teruggave van de burgerlijke rechten.

Wat het verlies betreft van de politieke rechten, dit laatste dient als onherroepelijk beschouwd.

Door dezen laatste maatregel, zou het werk van heropleiding en herklasseering van de incivieken volledig zijn.

Zij zullen burgers blijven die getroffen werden door een *diminutio capitis*, met zekere verzachtingen, wat de familierechten betreft.

## DE SPELEN.

### HET VRAAGSTUK DER HUURPRIJZEN.

#### EERSTE HOOFDSTUK.

#### De spelen.

Wanneer men een werk over strafrecht openslaat op het hoofdstuk handelend over de spelen, dan leest men er onveranderlijk: « Artikel 305 van het Wetboek van Strafrecht bestraft het houden van huizen van kansspelen: sedert de wet van 24 October 1902 op de spelen, beperkt de toepassing van dit artikel zich in 't algemeen tot de kantoren voor weddenschappen. »

De oningewijde verstaat er niets van. Vanwege den andere zou het misschien zeer vermetel zijn te beweren, dat hij er meer van weet.

Onmiddellijk na de bevrijding, werden, op het initiatief van den Procureur-Generaal van Gent, de speelzalen van de kust gesloten. Dan, ingevolge een ministerraad, werd de strengheid van de wet op den achtergrond gedrongen, en de toegevendheid kreeg weer de bovenhand.

Het ligt niet op mijn weg den knoop door te hakken. Moet men de speelzalen verbieden, of moet men ze integendeel toelaten?

Mais, ce qui ne doit pas se prolonger, c'est l'équivoque actuelle. Une loi interdit les jeux. Moralement et socialement, elle se justifie. Pratiquement, elle n'est pas appliquée.

Ou bien l'Etat tolère l'exploitation des passions d'autrui, et il faut réglementer les jeux, et changer la législation actuelle; ou, au contraire, réprimer cette exploitation de la faiblesse humaine et rendre aux textes répressifs leur efficacité.

Certes, les salles de jeux rapportent beaucoup aux communes sur le territoire desquelles elles sont installées, et l'Etat, pour qui l'argent n'a pas d'odeur, délègue dans ces vespasiennes les plus incorruptibles de ses agents. Mais le patrimoine moral du pays ne vaut-il pas la perte de quelques taxes, aussi aisées soient-elles à percevoir?

## CHAPITRE II.

### Le problème des loyers.

Par suite de la pénurie de logements, le prix des loyers est à ce point déraisonnable que, dans certains cas, il constitue un véritable vol.

On connaît le système: un prix de loyer apparaît régulier et, à côté, une somme importante doit être donnée de la main à la main.

Ou bien un prix de loyer est très élevé sous prétexte que dans l'appartement ou l'immeuble il y a quelques meubles, des tapis, des tableaux.

Le candidat locataire proteste que ces accessoires ne l'intéressent pas.

Il n'y a rien à faire. C'est à prendre ou à laisser.

Songe-t-on à la situation pénible dans laquelle se trouvent les jeunes ménages, les fonctionnaires, les petits rentiers, les ouvriers, les employés aux modestes rémunérations?

Une chambre garnie, sans confort, 800 francs par mois.

Un appartement de cinq pièces, de trois à quatre mille francs mensuellement.

Quel remède apporter?

Avant que la construction n'ait rétabli le jeu normal de l'offre et de la demande, bien des années s'écouleront. Le mal est actuel.

Nous pensons, tout d'abord, que le prix autorisé pour les loyers par l'arrêté du 23 mars 1945, c'est-à-dire le prix du loyer au 1<sup>er</sup> août 1939 majoré de 40 % est insuffisant.

Lorsque le propriétaire doit entreprendre des réparations à son immeuble, il doit payer sur une base très différente de celle du coût au 1<sup>er</sup> août 1939, majoré de 40 %.

Par conséquent, la première solution consiste à autoriser à affecter le prix du loyer du 1<sup>er</sup> août 1939, du coeffi-

De thans heerschende dubbelzinnigheid mag echter niet langer voortduren. De spelen zijn bij de wet verboden. Die wet is van moreel en maatschappelijk standpunt uitgezien, gerechtvaardigd. In de praktijk wordt zij echter niet toegepast.

Ofwel dult de Staat de uitbuiting van de hartstochten van anderen, en dienen de spelen gereguleerd en de huidige wetgeving gewijzigd; ofwel wordt die uitbuiting van de menselijke zwakheid onderdrukt, en dient aan de teksten tot beteugeling ervan hun doeltreffendheid teruggeschonken.

Zeker, de speelzalen brengen veel op aan de gemeenten op wier grondgebied zij ingericht zijn, en de Staat, voor wie het geld geen reuk heeft, vaardigt naar die « huizen met een geurtje » zijn meest onomkoopbare ambtenaren af. Maar weegt het zedelijk bezit van het land niet op tegen het verlies van enkele taxes, hoe gemakkelijk de inning daarvan ook weze.

## HOOFDSTUK II.

### Het vraagstuk van de huishuur.

Ten gevolge van den woningnood, zijn de huishuren zoo buitensporig hoog geworden, dat men in sommige gevallen van diefstal mag gewagen.

Het systeem is bekend: een huishuur ziet er redelijk uit maar daarnaast wordt direct de betaling van een belangrijke som geëischt.

Ofwel is een huishuur zeer hoog onder het voorwendsel, dat er zich in het appartement of in het gebouw eenige meubels, tapijten, schilderijen bevinden.

De candidaat-huurder protesteert en verklaart dat die bijkomstigheden hem geen belang inboezemen.

Er is niets aan te doen. Men wordt voor de keuze gesteld.

Denkt men aan den hachelijken toestand van de jonggehuwden, de ambtenaars, de kleine renteniers, de arbeiders, de bedienden met geringe bezoldiging?

800 frank per maand voor een gemeubelde kamer, zonder confort.

Drie à vier duizend frank per maand voor een appartement van vijf kamers.

Hoe kan dit worden verholpen?

Vooraleer de woningbouw de normale werking van de wet van vraag en aanbod heeft hersteld, zullen vele jaren verlopen. Het kwaad is actueel.

Wij meenen, in de eerste plaats, dat de huurprijs, die door het besluit van 23 Maart 1945 werd toegestaan, nl. de huurprijs op 1 Augustus 1939 vermeerderd met 40 %, ontoereikend is. Wanneer de eigenaar aan zijn gebouw herstellingen moet laten uitvoeren, moet hij op een geheel anderen grondslag betalen dan die van de levensduurte op 1 Augustus 1939, vermeerderd met 40 %.

Bijgevolg ligt de eerste oplossing in de toepassing van den coëfficiënt 125 % op den huurprijs op 1 Augustus

cient 125 %. Cette majoration est équitable et en dessous de l'index général du coût de la vie.

Organiser, ensuite, la publicité des appartements libres d'occupation. Le locataire sortant avisant de son départ le greffe de la justice de paix de la situation de l'immeuble qu'il quitte.

Le propriétaire, de son côté, annonçant par la même voie la mise en location.

Des mesures sévères seraient prises contre le propriétaire fraudeur.

Peu importe, au reste, le procédé juridique qui pourrait être choisi pour mettre fin au marché noir des prix de loyer. Mais il convient de mettre fin aux pratiques actuelles.

*Le Rapporteur,*  
H. LAMBOTTE.

*Le Président,*  
L. JORIS.

1939. Die verhooging is billijk en ligt onder den algemeenen index van de levensduurte.

Vervolgens de publiciteit inrichten van de onbezette appartementen. De vertrekkende huurder verwittigt de griffie van het vredegerrecht van zijn vertrek en van de ligging van de woning, die hij verlaat.

Van zijn kant geeft de eigenaar langs denzelfden weg kennis van het aanbod van verhuring.

Streng maatregelen zouden worden genomen ten opzichte van den eigenaar die bedrog pleegt.

Overigens, komt het er weinig op aan, welk juridisch middel zou kunnen worden verkozen om een einde te maken aan de zwarte markt in zake huurprijzen. Doch het is noodig dat de huidige praktijken ophouden.

*De Verslaggever,*  
H. LAMBOTTE.

*De Voorzitter,*  
L. JORIS.